

1875 : une monarchie était possible. ► Pages 10 et 11.



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI



« Tout ce que j'ai vécu, je veux désormais le transmettre à mon fils Gaston, dauphin de France. »

Un entretien exclusif avec Mgr le comte de Paris

International

Paris-Londres :
un marché de dupes

► page 7

Idées

Le moment
Deleuze

► page 17

Hommage

George Orwell, un
socialiste humaniste

► pages 18 à 20

Résistance royaliste

Le souci de l'unité
nationale

► pages 21 et 22



SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : UE.

François Bayrou. Un Premier ministre inaudible, un gouvernement sans projets entre les mains de quelques ambitieux.

Chronique politique

La France en salle d'attente

par B. La Richardais.

Les gouvernements qui consentent à des abandons de souveraineté sont condamnés à attendre les décisions prises dans d'autres capitales. C'est le cas de l'équipe Bayrou qui attend de surcroît le moment où elle sera congédiée. De toutes manières, on continuera à expédier les affaires courantes.

Le mode de gouvernance oligarchique tente de nous faire partager une nouvelle manière de concevoir le rythme de l'action politique. Nous assistons à une surenchère activiste qui donne l'illusion d'une accélération du temps. La multiplication des initiatives spectaculaires – souvent de simples effets d'annonce – recouvre une gestion du temps qui consiste à retarder les échéances périlleuses pour maintenir, vaille que vaille, les choses en l'état.

À l'époque de sa splendeur jupitérienne, Emmanuel Macron pouvait jouer sur les deux scènes. Le rhétoricien de la *disruption* était aussi le patron compréhensif qui savait apaiser les tensions, par la séduction, par la distribution d'espèces sonnantes et trébuchantes et par la violence... Depuis la dissolution de juin 2024, les rôles sont répartis entre l'Élysée et Matignon. Emmanuel Macron se consacre à l'activisme diplomatique, sautant de capitale en capitale, tandis que François Bayrou fait fonction de surveillant général pour une nation transformée en salle d'attente.

L'activisme macronien consiste à tenir le langage du matamore : on va voir ce qu'on va voir et on ne se laissera pas faire. Lors du récent sommet de l'OTAN, on a surtout vu les dirigeants européens se rouler aux pieds

de Donald Trump sans que le président de la République trouve à y redire. Cet alignement n'a pas troublé les consciences militantes du Rassemblement national – où il y a, paraît-il, des gaullistes – et les fiers-à-bras de La France insoumise.

L'équipe Bayrou souffre d'une impopularité maximale, se maintient parce que tel est le bon plaisir du Rassemblement national et tombera probablement lors de la discussion budgétaire.

En cette mi-juillet, l'attente porte sur la conclusion de trois négociations majeures sur lesquelles Emmanuel Macron disserte aimablement mais sur lesquelles nous n'avons pas prise. La signature de l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur a été différée afin de permettre à l'Élysée de ne pas perdre complètement la face, mais rien ne sera obtenu de Bruxelles en dehors de ces garanties formelles. Nous attendons aussi la conclusion des discussions commerciales entre l'Union européenne et les États-Unis, elles aussi reportées de quelques semaines, sans qu'on puisse se faire la moindre illusion : c'est l'Allemagne qui est la maîtresse du jeu européen, par le

truchement d'Ursula von der Leyen. Enfin, nous attendons le résultat des discussions russo-américaines sur l'Ukraine, auxquelles la France n'est pas conviée, malgré les rodomontades de l'Élysée.

Le gouvernement de l'impuissance. – À Matignon, on s'attend à devoir gérer au jour le jour les conséquences des abandons de souveraineté et du déclin de l'influence française. Le Mercosur, c'est un déferlement de tracteurs sur les routes. Le protectionnisme américain, ce sont de nouvelles entreprises en difficulté, des salariés en colère, des chômeurs à indemniser. La perspective de l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne, ce sont sans aucun doute de nouvelles fureurs paysannes – et pas seulement en France. D'ordinaire, la gouvernance oligarchique s'appuie sur la FNSEA et la CFDT pour calmer le jeu. Mais la CFDT avait mené jusqu'au bout le combat contre la réformation des retraites en 2023 et il n'est pas sûr que la FNSEA puisse contenir les actions déclenchées par la Confédération paysanne et la Coordination rurale. De toutes manières, il faut une gouvernance solide pour diriger la manœuvre et, le cas échéant, la répression. Or l'équipe Bayrou souffre d'une impopularité maximale, se maintient parce que tel est le bon plaisir du Rassemblement national, et tombera probablement lors de la discussion budgétaire. Ce ne sera pas un événement. Depuis la dissolution, on se contente d'expédier les affaires courantes et le successeur de François Bayrou ne changera rien à la donne.

Pour le moment, le Premier ministre est moins que jamais un chef de gouvernement. Il supervise de loin une collection d'auto-entrepreneurs. La plupart sont in-

connus de l'opinion publique et ne sur-
gissent qu'à l'occasion d'un drame. Deux
d'entre eux, Gérard Darmanin et Bruno Re-
tailleau, se singularisent en concevant leur
auto-entreprise comme un marchepied vers
l'Élysée. Qu'il s'agisse de l'Algérie, des
éoliennes ou des OQTF, leurs interventions
sont faites pour maintenir l'attention du pu-
blic, avant la déclaration officielle de can-
didature. La démagogie est bien entendu
sans limites et peut atteindre des sommets
de provocation lorsque Bruno Retailleau,
héros de la « droite des valeurs », affirme
qu'il préside le « parti des honnêtes gens »
tout en se flattant du parrainage d'un repris
de justice nommé Nicolas Sarkozy.

Dans cette gouvernance d'une extrême
faiblesse, chacun se donne l'impression
d'exister par une tactique de la tension ver-
bale inspirée par les bouffonneries de Do-
nald Trump. C'est risible parce que MM.
Retailleau et Darmanin ne sont pas à la
taille du président américain. C'est dange-
reux parce que notre pays est travaillé par
de multiples violences qui peuvent explo-
ser à chaque instant. Dans cette ambiance
d'irresponsabilité générale, le ministre de
l'Économie a décidé récemment d'apporter
sa touche personnelle. À Aix-en-Provence
début juillet, Éric Lombard a déclaré que la
France emprunte désormais « plus cher que
l'Italie » – sans préciser que ce qui est vrai
pour les taux à cinq ans ne l'est pas pour les
taux à dix ans.

À quoi bon lancer des avertissements
quand on n'est pas capable de remédier aux
maux qu'on dénonce ? Connue de tous, la
situation financière révèle, dans sa gravité,
l'impasse dans laquelle les gouvernances
oligarchiques se sont enfermées. Aussi
nécessaire soit-elle, une pression fiscale
accrue sur les riches ne permettra pas de
compenser les effets désastreux de l'euro
et du libre-échange sur notre économie.
La réduction de la protection sociale serait
quant à elle insupportable, quand dix mil-
lions de personnes vivent aujourd'hui sous
le seuil de pauvreté. ■

À NOS ABONNÉS : ce numéro spécial été
est le dernier avant la suspension annuelle de
parution pour les vacances. Le prochain n° de
Royaliste paraîtra le 10 septembre prochain.

Industrie

Grandes manœuvres aériennes

**Le groupe Air France-KLM a annoncé
qu'il allait acquérir 60,5 % du capital de la
compagnie scandinave Scandinavian Air-
lines System (SAS). Pour une fois, ce n'est
pas une entreprise française qui passe sous
contrôle étranger.**

Le groupe franco-néerlandais – où l'État
français détient 27,98 % – va prendre le
contrôle de SAS, qui deviendra une filiale
du groupe. L'objectif est d'exploiter les
synergies entre les deux entités, non seule-
ment sur les fonctions commerciales, mais
également dans les programmes de fidélité,
les opérations et les fonctions support. Air
France-KLM deviendrait majoritaire au
sein du conseil d'administration de SAS.

« Nous nous réjouissons à l'idée d'ac-
cueillir SAS en tant que membre à part
entière de la famille Air France-KLM », a
déclaré Benjamin Smith, directeur général
d'Air France-KLM. Il souligne l'excel-
lence des performances post-restructura-
tion de SAS et voit en cette intégration un
levier de croissance pour les deux compa-
gnies, notamment en matière de connecti-
vité et de transition vers un transport aé-
rien plus durable. Avec le renfort de SAS,
qui va devenir une nouvelle filiale comme
KLM, Air France compte développer des
« synergies grâce à une intégration dans
l'ensemble des domaines d'activité, y com-
pris les programmes de fidélité, et au-delà
des seules fonctions commerciales ». Air
France récupère ainsi une flotte de 138
appareils, 130 destinations, 25 millions
de passagers transportés et un chiffre d'aff-
aires de 4,1 milliards d'euros (2024). Pour
la même année, Air France-KLM a réalisé
un chiffre d'affaires de 31,5 milliards d'e-
uros et transporté 98 millions de passagers.

En Europe, cette opération va permettre
au groupe Air France-KLM de peser plus
lourd et de gagner des points dans la com-
pétition qui le met aux prises avec les deux
groupes leaders fédérant des compagnies
historiques : d'un côté, Lufthansa, regrou-



SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : JTT716

pant Lufthansa, Austrian, Swiss, Brussels
et ITA ; de l'autre, IAG, regroupant British
Airways, Iberia, Vueling, Aer Lingus. Avec
ses 31,5 milliards de chiffre d'affaires en
2024, le transporteur franco-néerlandais
était devancé par IAG (32,1 milliards)
et surtout Lufthansa (37,6 milliards). En
consolidant SAS dès l'exercice 2024, il se-
rait repassé devant IAG.

Cinq ans après l'épidémie de Covid-19,
qui l'aura fait passer tout près de la faillite,
le transport aérien ne s'est jamais aussi
bien porté. Et cette santé retrouvée devrait
se maintenir et se renforcer dans les an-
nées à venir. L'Association internationale
du transport aérien (IATA) prévoit sobre-
ment que 2025 sera « une bonne année »,
mais elle a annoncé, en décembre dernier,
des prévisions mirifiques pour 2026. Se-
lon l'IATA, les compagnies aériennes du
monde entier devraient transporter 5,2 mil-
liards de passagers : ce sera la première fois
de leur histoire que les compagnies fran-
chiront le seuil symbolique des 5 milliards.
Ce nouveau record marque une hausse de
6,7 % par rapport à 2024.

Mais, pour devenir réalité, ce mouve-
ment devra d'abord obtenir l'accord de la
Commission européenne. Elle regardera si
ce projet ne crée pas un abus de position
dominante et une distorsion de
concurrence. Un examen qu'il ne
faut pas prendre à la légère, sur-
tout avec Ursula von der Leyen
à sa tête...

Qu'un groupe français, où
l'État reste le premier action-
naire, puisse ainsi jouer un rôle
prépondérant à l'échelle mon-
diale dans un secteur d'activité
aussi stratégique que le transport
aérien ne doit que nous réjouir,
surtout quand on voit ce que sont
devenues la place et l'influence
de la France dans le concert des
nations ces dernières années. ■

LOIC DE BENTZMANN.

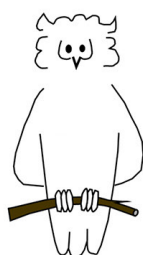
Sur le mur de Jean Chouan

DEHORS : UNE SITUATION
INTERNATIONALE
INSTABLE, DANGÉREUSE,
EXPLOSIVE.

DEDANS : UN PRÉSIDENT QUI
DIT N'IMPORTE QUOI, UN
PREMIER MINISTRE QUI NE
FAIT RIEN, DES MINISTRES
QUI NE PENSENT QU'À 2027.

BREF, ON N'A JAMAIS
ÉTÉ MOINS PRÉPARÉ AUX
INCENDIES À VENIR...

...D'AILLEURS, MÊME
NOS CANADAIS SONT
À BOUT DE SOUFFLE !



Les présidentiables (8)

Éric Zemmour, le nouvel Icare (2)

Après avoir évoqué le parcours médiatique d'Éric Zemmour (*Royaliste* n° 1304, du 2 juillet 2025), voici un aperçu de sa courte aventure politique, qui n'est pas appelée à priori à rebondir...

Oscillant entre illusion et cécité, Zemmour quitta donc ses habits d'essayiste pour tenter de revêtir ceux d'homme politique; sa déclaration de candidature à la présidentielle eut lieu le 30 novembre 2021. L'objectif était simple: l'emporter. Comment? S'abattre, telle la foudre, et déstabiliser les partis traditionnels – soit un réchauffé de la méthode Macron en 2017. Encore fallait-il trouver un espace politique et un électorat. « *Allier la sociologie de la manif pour tous et celle des gilets jaunes* », telle fut l'ambition candide affichée par le disciple de Patrick Buisson lors d'une réunion publique organisée mi-octobre à Versailles par l'association catholique les Éveilleurs d'espérance. En langage électoral: plumer les volailles LR et RN.

Pour ce faire, l'ancienne plume du *Figaro* put compter sur de nombreux soutiens. Celui qui se présenta comme un « *résistant au système* » fut grassement financé par les milieux d'affaires et financiers, comme le souligne l'enquête de Médiapart dédiée aux grands mécènes de la campagne d'Éric Zemmour. Dès le mois de mai 2021, d'innombrables dîners mondains furent prétextes à des levées de fonds, aussi bien à Paris qu'à l'étranger soi-disant honni. À titre d'exemple, l'avocat fiscaliste Jérémie Jeausserand en organisa trois pour parrainer le soldat Zemmour. De même, l'empire médiatique de Bolloré se mit en branle; CNews fit office

de vitrine du zemmourisme. Complémentaire du tube cathodique, le jeune média en ligne *Livre noir* – récemment rebaptisé *Frontières* – servit de courroie de transmission aux éléments de langage soigneusement mis en place par Reconquête!

Dernier type de soutien: les militants d'extrême droite. Comme Jean-Marie Le Pen en son temps, Zemmour eut l'art de rassembler les diverses familles de droite radicale. Lors de sa toute première réunion publique, furent conviés: Jean-Yves Le Gallou, ancien conseiller régional FN et membre du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), gravitant autour de la « *nouvelle droite* » d'Alain de Benoist; Alain Robert, ancien d'Occident et d'Ordre nouveau, recasé un temps au RPR; Agnès Marion, proche de Marion Maréchal et des réseaux catholiques traditionalistes; Emmanuel Crenne, banquier d'affaires passé par Goldman Sachs et l'Action française, sans se poser de question.

Malgré l'appui de ces pointures, le séide de la bourgeoisie réactionnaire n'obtint que 7 % des voix. Motif conjoncturel: la guerre en Ukraine fit basculer l'électorat filloniste côté Macron. Plus fondamentalement, son discours reaganien, conservateur et identitaire, ne peut séduire qu'une poignée d'électeurs: quelques habitants des beaux quartiers, retraités parmi les Français de l'étranger, catholiques et juifs traditionalistes, descendants de pieds-noirs. Des effectifs fort éloignés de la Grande Armée qu'il vénère tant. Tandis que l'élan de la présidentielle retombait peu à peu, la scission latente entre partisans de Zemmour et de Marion Maréchal eut de lourdes conséquences: cadres, électeurs, députés européens, tous envolés – à l'exception de Sarah Knafo qui peine à cacher son agenda personnel. Dès lors, tout rebond paraît chimérique. En définitive: tel Icare en proie à l'*hybris*, Zemmour se brûla les ailes parce qu'il souhaitait voler trop haut. ■

LÉON LETELLIER.

La défense au crible

■ **Les « annonces » d'Emmanuel Macron.** – Que retenir de l'allocution du chef de l'État devant les forces armées, le 13 juillet? À vrai dire, assez peu de choses. On nous avait promis un discours « *historique* ». Or, nous avons surtout eu droit à un cours sur l'environnement international – sujet que le Chef d'état-major des armées avait plutôt mieux traité dans sa conférence de presse du vendredi précédent – et à un long satisfecit sur l'évolution du budget de la défense depuis 2017. Quant aux mesures concrètes, nous sommes plutôt restés sur notre faim.

Prenons les annonces budgétaires: 6,5 milliards de crédits supplémentaires d'ici 2027, au-delà de l'effort déjà prévu dans la LPM 2025-2030. Au final, la France consacrerait péniblement d'ici deux ans 2,3 % de son PIB à la défense, alors que l'Allemagne y est déjà et que le Royaume-Uni y sera en 2026. Pas véritablement de quoi pavoiser. Surtout lorsqu'on laisse entendre que la France ne peut guère faire mieux et plus vite du fait des « *contraintes budgétaires* », alors que les cadeaux fiscaux des deux quinquennats se comptent en dizaines de milliards. Notons toutefois une bonne nouvelle: le dégel des crédits 2025, que Bercy avait mis en réserve (sur ordre de qui?), ce qui permettra au moins aux industriels de la défense d'honorer les commandes en cours malgré les surcoûts provoqués par ce gel.

À quoi servira cette maigre enveloppe? À « *combler nos zones de fragilité* ». Et le président de la République de citer pêle-mêle les munitions et les drones (vrais sujets), mais aussi

les « *capacités spatiales* », la « *guerre électronique* », la « *cyber-guerre* »... Comme si nos armées n'étaient pas encore en phase de réparation, comme si elles ne manquaient pas, d'abord et avant tout, d'effectifs et d'équipements de base pour faire face à un éventuel conflit de haute intensité. Quid des chars? quid des avions de combat? quid des frégates et du second porte-avions? tous essentiels pour défendre notre vaste domaine maritime. Et comment croire une seconde à la volonté de « *durcir notre appareil militaire face à la menace* » alors que la capacité de déploiement de l'Armée de terre, en cas de conflit majeur en Europe, se limite aujourd'hui à 30 000 hommes?

Sur la question controversée du « *retour du service national* », le chef de l'État s'est montré prudent, renvoyant à des décisions à l'automne. Lesquelles? Il serait pour le moins curieux qu'on charge à nouveau nos armées professionnelles du poids d'une conscription, par expérience coûteuse et peu efficace, surtout au regard des conflits modernes. Un recours accru au volontariat serait plus pertinent. Encore faut-il que les réservistes y trouvent leur compte et qu'ils n'aient pas le sentiment d'être embarqués par Macron dans des « *aventures militaires* » sans lendemains.

De la même façon, des formations à la défense opérationnelle du territoire peuvent avoir un sens, pour peu qu'elles soient conçues sur une base territoriale, sans peser sur l'activité de l'armée de métier. Pourquoi ne pas confier cette mission à la gendarmerie, dont la vocation première de corps de défense serait ainsi confortée?

HUBERT DE MARANS.



Marion Maréchal. Son départ de Reconquête! a provoqué la chute de la maison Zemmour.

SOURCE : FLICKR, PHOTO: THE LEFT.



Un salarié de la Scop TI. La reprise de l'activité de l'ex Fralib se déroule pour le moment avec succès.

Autogestion et économie sociale (3)

Quelles solutions pour demain ?

par Nicolas Maxime.

Comment rendre la gouvernance de ces organisations vraiment démocratique et solidaire ? Et comment étendre ce modèle ? Des solutions concrètes existent pour relever ces défis.

L'autogestion et l'économie sociale et solidaire (ESS), à travers les coopératives, mutuelles et associations, peuvent paraître comme des modèles alternatifs au capitalisme néolibéral. Leur gouvernance serait démocratique et la finalité ne serait pas le profit mais le bien commun. Toutefois, mises à part quelques exceptions qui servent de vitrines, l'ESS peine à s'étendre et semble reproduire les mêmes dérives que le système capitaliste : rapports de domination, écarts injustifiés de rémunération, précarisation des salariés (contrats courts, temps partiels...), logiques de rentabilité dictées par le sacro-saint marché.

À partir d'expériences de terrain, Baptiste Mylondo et Simon Cottin-Marx (1) identifient plusieurs pistes pour dépasser ces limites. Elles s'adressent en premier lieu aux structures qui veulent modifier en profondeur leur organisation interne afin de se rapprocher d'un modèle plus solidaire et égalitaire.

Concernant la vie démocratique, les auteurs évoquent la saisonnalité du pouvoir, l'idée selon laquelle le pouvoir ne doit pas être permanent, mais intermittent et circulant. Cela inclut les élections internes ou même le tirage au sort comme à Ambiance Bois. Ils préconisent également une gouvernance par les parties prenantes, inspirée de la théorie des *stakeholders* : reconnaître tous ceux qui sont concernés par l'activité de l'entreprise (salariés, usagers, collectivités...) en prenant exemple sur les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) où le pouvoir est partagé entre différents collègues. Il est suggéré également de prévenir la confiscation du pouvoir afin d'éviter que certains individus, souvent compétents, accaparent la gouvernance.

L'autre idée développée dans cet ouvrage est celle du « *salaire au besoin* », c'est-à-dire un salaire ajusté aux besoins de chacun, avec une part de rémunération fixe, plutôt que déterminée par le poste occupé ou le marché du travail. Certaines coopératives vont même plus loin en expérimentant une forme de sortie du salariat, avec des périodes d'alternance entre emploi et chômage pour chaque membre.

Bien que les dynamiques internes aux organisations soient essentielles, seul un changement politique majeur peut permettre d'étendre la cogestion des entreprises, puis de généraliser l'autogestion.

La polyvalence est aussi essentielle car elle encourage chacun à participer aux décisions, contribue à une rotation des rôles, un partage des tâches – notamment celles qui sont les plus ingrates –, et évite la structure hiérarchique. Concrètement, il s'agit de faire de chaque travailleur un acteur à part entière de l'organisation. Cependant, cette polyvalence doit être adaptée selon les contextes, les personnes et les métiers.

Enfin, la gestion du personnel peut également être améliorée : recrutement collectif, formation des nouveaux arrivants, prévention des conflits et du *burnout*, accompagnement des parcours professionnels et des départs... Les auteurs s'appuient sur les travaux d'Elinor Ostrom (2), qui a montré que les biens communs nécessitent des règles claires de gouvernance. Cela suppose notamment des dispositifs de résolution des conflits, des modes de prise de décision adaptés et un système graduel de sanctions

qui peuvent ainsi servir de manuel à toutes les structures de l'ESS désireuses de rester fidèles aux principes autogestionnaires.

La cogestion, une première étape vers l'autogestion. – Bien que les dynamiques internes aux organisations soient essentielles, seul un changement politique majeur peut permettre de généraliser l'autogestion. Pour sortir les coopératives de la logique de rentabilité imposée par le marché, Benoît Borrits et Aurélien Singer (3) défendent la mise en place d'un fonds d'investissement socialisé. Bernard Friot parle, quant à lui, d'une caisse d'investissement abondée par une cotisation économique (4). L'objectif serait de soutenir des projets d'utilité sociale et/ou écologique sans exigence de rentabilité économique. Un tel dispositif remettrait en question l'existence des fonds propres et de la propriété privée, au profit d'une socialisation des moyens de production où la gestion des entreprises serait pleinement assurée par les travailleurs et les usagers.

Une solution plus pragmatique serait d'étendre la cogestion, comme en Allemagne. Rendre obligatoire la présence des salariés, jusqu'à 50 %, dans les conseils d'administration, permettrait aux travailleurs de peser sur les décisions et les orientations de l'entreprise. Ce serait un premier pas vers une démocratisation de l'entreprise, en attendant une transformation de l'ensemble du système économique.

Pour étendre ces modèles à une plus grande échelle, on pourrait aussi instaurer un droit de préemption des salariés leur donnant la priorité pour racheter leur entreprise en cas de cession ou de fermeture, et faciliter sa transformation en coopérative ou en SCIC.

En somme, l'autogestion et l'économie sociale et solidaire ne peuvent se suffire à elles-mêmes. Baptiste Mylondo et Simon Cottin-Marx ont démontré que de renforcer les pratiques coopératives de terrain permettrait d'amorcer des changements vers plus de démocratie et d'égalité au sein de ces organisations. Toutefois, ces évolutions ne produiront des effets que si elles s'inscrivent dans une dynamique politique plus large de cogestion des entreprises, voire de socialisation de l'économie. Pour que travailler sans patron devienne l'horizon commun de notre société à venir. ■

(1). Simon Cottin-Marx & Baptiste Mylondo, *Travailler sans patron. Mettre en pratique l'économie sociale et solidaire*, Gallimard, 2024.

(2). Elinor Ostrom, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck Supérieur, 2010.

(3). Benoît Borrits & Aurélien Singer, *Travailler autrement, Les coopératives*, Éditions du Détour, 2023.

(4). Bernard Friot, *Le Travail, enjeu des retraites*, La Dispute, 2019.

Industrie

Qui veut vraiment nationaliser Arcelor ?

Faute d'une stratégie industrielle et d'une approche réaliste, les demandes de nationalisation formulées par la gauche risquent vite de tourner à l'incantation.

À Dunkerque et à Florange, les plans sociaux annoncés par ArcelorMittal en avril se poursuivent et aucune décision n'est prise sur la décarbonation du site de Dunkerque qui commande pourtant le maintien des activités d'Arcelor en France à l'horizon 2030. Les signaux envoyés depuis le siège indien du groupe sont faibles, alors que la Chine menace de déverser ses surcapacités chinoises sur le marché européen.

Dans ces conditions, on parle à nouveau de nationaliser Arcelor pour sauver l'emploi, préserver l'appareil productif et assurer l'approvisionnement de secteurs stratégiques comme la défense, les transports ou l'énergie. Même si les points de vue sur la question sont loin d'être unanimes. Du côté des syndicats, la CGT plaide fortement en faveur d'un retour complet dans le giron public, en faisant valoir les centaines de millions d'aides publiques accordées au sidérurgiste qui risquent de partir en fumée. Mais les syndicats réformistes (CFDT et FO) sont plus réservés, ils mettent en avant le coût de l'opération et préfèrent défendre l'idée d'une prise de participation minoritaire de l'État et de protections renforcées aux frontières de l'Europe.

Même variété des discours du côté des partis de gauche : LFI a déjà déposé une proposition de loi de nationalisation. *Idem* pour le PCF qui a toujours dénoncé la cession d'Arcelor en 2006. Les Écologistes sont plus prudents en suggérant une prise de contrôle « *exceptionnelle et temporaire* », le temps d'assurer la sauvegarde des activités et la recherche d'un actionnariat stable. Au PS, si l'on défend l'idée de « *mesures contraignantes* », à l'instar de celles imposées par le gouvernement travailliste anglais à l'actionnaire chinois de British Steel, le mot « *nationalisation* » n'apparaît pas dans la communication et les vieux routiers de la gauche de gouvernement ont encore en tête les conséquences de la nationalisation de l'empire Wendel sous le premier septennat de Mitterrand.

Le jeu est d'autant moins clair qu'aucun des acteurs ne se risque à répondre à deux questions pourtant essentielles : nationaliser Arcelor, oui, mais pour quoi faire ? La gauche dispose-t-elle d'une stratégie industrielle de rechange alors que la « *réindustrialisation* » revendiquée sous Hollande et poursuivie par Macron a fait faillite ? Peut-on envisager de sauvegarder Arcelor sans protéger le marché européen de la concurrence chinoise et des lubies commerciales

de Trump ? Et la Commission de Bruxelles a-t-elle vraiment la volonté d'agir dans ce sens ? À ces deux questions, on attend encore les réponses de la gauche. ■

HENRI VALOIS.

Sur le front paysan

Du Rififi dans les SAFER

Alors que le foncier est une question essentielle, le président de la Fédération nationale des SAFER vient d'être écarté pour des questions d'intérêt local et partisan.

Les SAFER, ou sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, sont des établissements publics à caractère administratif créés par la loi d'orientation agricole de 1960 et qui jouent un rôle central dans l'amélioration de nos structures agricoles. Elles ont notamment la charge de faciliter les installations d'agriculteurs et de redistribuer les terres devenues disponibles. Les SAFER sont traditionnellement contrôlées par la FNSEA, qui fut long-

temps le syndicat agricole hégémonique. À la tête de la Fédération nationale depuis 2010, se trouvait Emmanuel Hyst, 65 ans, agriculteur depuis 1983 dans le Vexin normand (Eure), à Vesly près de Gisors, ville dont il est adjoint au maire. C'est, de l'avis de tous, un professionnel compétent et intègre. Il devait ce poste à la présidence de la SAFER de Haute-Normandie, puis de Normandie réunifiée à compter de 2017, qu'il détenait depuis 2008.

Or, le 19 juin, Emmanuel Hyst a été écarté de la présidence de la SAFER de Normandie lors d'un vote qui s'est déroulé à Saint-Lô (Manche). Il y a été battu (treize voix contre sept) par Pascal Férey, 66 ans, ancien président de la chambre d'agriculture de la Manche, sur fond de tensions sur l'attribution de terres en Seine-Maritime. La perte de cette présidence a entraîné, *ipso facto*, celle de la présidence nationale des SAFER. Emmanuel Hyst paie également son souhait de mieux associer la Coordination rurale et la Confédération paysanne aux travaux des SAFER, au nom du pluralisme syndical. On ne peut que regretter cette situation qui laisse présager l'émergence d'un climat délétère dans la gestion du foncier rural durant les mois, voire les années à venir. ■

JEAN BONGRAIN.

La Quinzaine sociale

■ **Protection sociale.** – Après la foire aux idées pour réduire le déficit budgétaire, voici que s'ouvre celle relative au redressement des comptes sociaux. Dans un rapport de 500 pages, le Haut Conseil du financement de la protection sociale (rattaché à Matignon) chiffre à 35 milliards d'euros les efforts financiers à réaliser d'ici 2029, ce qui imposera, au-delà des mesures d'économie déjà envisagées, de trouver des recettes nouvelles. Le rapport écarte, à juste titre, la TVA sociale, qui ne ferait qu'aggraver les choses, et suggère timidement de supprimer certaines exonérations de cotisations. Mais il garde un silence pudique sur les allègements de charges qui privent cette année encore la protection sociale de plus de 74 milliards de recettes. Le Medef veille sur son pactole.

■ **Aides aux entreprises.** – La commission sénatoriale d'enquête sur les aides publiques, qui ne compte pas que des « gauchistes » dans ses rangs, vient de produire une estimation de la manne d'argent public déversée (souvent en pure perte) dans les entreprises : 211 milliards d'euros en 2023 (soit plus de 7 % du PIB !). Le rapport se contente de formuler quelques préconisations pour un meilleur suivi de ces aides par les services de l'État. Mais il y a là de quoi inspirer quelques parlementaires « imaginatifs », au moment de la discussion du budget 2026.

■ **Alstom.** – Une bonne nouvelle pour le champion français du ferroviaire qui vient d'enregistrer une commande de 2 milliards d'euros pour la rénovation du réseau de transport de New York. Alstom consolide ses positions sur le marché nord-américain et ce contrat lui permet de retrouver le sourire après les difficultés qu'il a subies depuis 2021 avec l'absorption des activités européennes du canadien Bombardier.

■ **Énergie.** – La proposition de loi du sénateur Grémillet sur la programmation de l'énergie a été adoptée sans surprise par le Sénat le 8 juillet. Le texte pourrait repasser en septembre devant l'Assemblée nationale (où elle avait été rejetée en première lecture en juin dernier), ce qui promet des débats tendus dans l'hémicycle (gauche et Renaissance sont vent debout contre une proposition qui prône le retour au « *tout nucléaire* ») mais aussi au sein du gouvernement, où droite et macronistes se déchirent déjà sur le financement des énergies renouvelables.

■ **Défense.** – Mercedes-Benz Group AG, champion mondial de la production de camions et filiale du groupe allemand Mercedes, vient de conclure un partenariat avec le français Arquus, spécialiste des blindés légers, pour développer la flotte logistique de l'armée française. Une alliance bien venue et qui confirme que pour l'automobile en crise, les activités militaires peuvent devenir une voie de reconversion.

YVONNE CHASSARD.



SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: NUMBER 10.

France - Royaume-Uni

La logique de Nassau

par Yves La Marck.

Le 37^e sommet franco-britannique du 10 juillet a été préempté par des choix stratégiques du Royaume-Uni incompatibles avec ceux de la France. La marge de manœuvre de Keir Starmer est étroite entre Donald Trump qui lui tient la bride courte et l'impossibilité de revenir sur le Brexit. Paris doit équilibrer les opportunités et les risques à coopérer avec Londres.

Dès sa victoire aux élections de juin 2024, le Parti travailliste avait annoncé vouloir relancer les relations avec l'Union européenne et en particulier avec les plus grands États membres. Le ministre de la Défense avait clairement fixé pour objectif de conclure un nouveau pacte à l'occasion du quinzième anniversaire des traités de coopération militaire signés à Lancaster House le 2 novembre 2010. Parallèlement, le gouvernement avait commandé une revue stratégique (*Livre blanc sur la défense*) qui a été rendue publique le 1^{er} juin 2025. La première recommandation faite aux auteurs était de concevoir une politique qui place l'OTAN au centre (*Nato-first policy*). Le principal auteur était l'ancien ministre travailliste de la Défense (1997-1999), ancien secrétaire général de l'OTAN (1999-2003), Lord Robertson, assisté d'une Américaine, Fiona Hill, du Conseil de sécurité nationale entre 2017 et 2019 (premier mandat de Donald Trump).

Le réarmement britannique. – Les résultats de cette revue, approuvés par le cabinet de Londres, ont été doubles : la mise

en chantier de douze sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire, la reprise du volet aérien de la force nucléaire (abandonné en 1998) grâce à l'achat de douze F-35A armés d'ogives américaines. Le premier chapitre s'inscrit dans le programme AUKUS, le second dans le cadre du groupe de planification nucléaire de l'OTAN.

L'Allemagne et le Royaume-Uni signeront le 17 juillet prochain un traité de défense, du même type que le traité franco-britannique.

AUKUS, officiellement lancé le 15 septembre 2021, instituait une étroite coopération militaire entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis (Morrison, Boris Johnson, Biden), qui valait rupture immédiate du contrat passé en 2016 avec la France pour la fourniture de douze sous-marins d'attaque à propulsion diesel. Ce n'est qu'en mars 2023 que les trois pays (Albanese, Sunak et Biden) concrétiseront l'accord pour la construction du même modèle de SSN-AUKUS à la fois pour la Royal Navy (12) et la Royal Australian Navy (5). L'Australie ne pouvant matériel-

Macron et Starmer à Paris en 2024. Nouvelle entente cordiale ou jeu de dupes pour la France.

lement pas commencer la production avant 2040, il était entendu que les États-Unis leur fourniraient trois de leurs sous-marins (d'occasion) au cours de la décennie 2030. Le conditionnel est de mise puisqu'un récent rapport du Pentagone a jeté le doute sur cette facilité qu'une rencontre à Washington le 3 juillet entre les ministres australien et américain des Affaires étrangères n'a pas levée. La revue britannique, quant à elle, n'a pas confirmé le prisme indopacifique de la précédente revue de 2021, pour se reconcentrer sur l'Atlantique nord.

Le NPG (*Nuclear Plan Group*) rassemble à ce jour cinq pays qui disposent d'ogives nucléaires américaines sur leur sol et des F-35 dit duels qui permettent de les emporter en vol : Pays-Bas, Belgique, Italie, Allemagne et Turquie. Le retour du Royaume-Uni tombe à pic au moment où des « experts » avaient commencé à suggérer à la France d'en faire de même : non pas certes comme membre mais, pudiquement, comme « observateur », dans la perspective que Paris puisse également autoriser des partenaires à accueillir sur leur sol des ogives françaises à bord de Rafale. Quelle excellente idée ! Il faut avoir la mémoire courte pour ne pas se rappeler les accords de Nassau (Bahamas) du 21 décembre 1962 entre Kennedy et Macmillan. Ne pouvant honorer sa promesse (comme avec les Australiens) d'équiper de nouveaux types de missiles, les avions britanniques, les Américains offrirent en échange au Premier ministre des fusées Polaris mer-terre, avec l'idée derrière la tête de les mettre au service d'une « force multilatérale » de ▶

► L'OTAN, y incluant la force nucléaire française encore en gestation. De Gaulle refusa tout net et, le 15 janvier 1963, bloqua pour dix ans l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun.

L'allié privilégié. – Cinq ans après la conclusion officielle du Brexit, ne se retrouve-t-on pas dans la situation où, hors Union européenne, Londres pourrait à nouveau être missionné (ou s'imaginer l'être) par Washington pour conduire en second une OTAN dont les États-Unis pourraient rester en retrait, en soutien, depuis l'arrière (comme Obama dans l'attaque franco-britannique contre la Libye en 2011, quelques mois après Lancaster House), sans en assumer les responsabilités ni les coûts ? Les habitués « experts » atlantistes imaginent déjà comment Paris et Londres pourraient coordonner les missions de leurs sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), et plus si affinités.

Nassau en 1962 avait pour les Américains un objectif premier, mais dissimulé, qui était de préempter toute prétention allemande à partager la force nucléaire. Comme par hasard, on annonce la signature d'un traité anglo-allemand le 17 juillet, à la suite d'un processus analogue au traité franco-britannique de Lancaster House ; en l'occurrence, faisant suite à la déclaration commune entre le chancelier Olaf Scholz et Keir Starmer, à Trinity House le 23 octobre 2024. S'agissant de trinité, peut-on imaginer un triumvirat anglo-franco-allemand, peut-être au sein d'un directoire européen si l'on y ajoute la Pologne et l'Italie ?

Les Britanniques pilotent d'ores et déjà en bilatéral et au sein de l'OTAN la défense de l'Europe du Nord qui regroupe une dizaine de pays (Pays-Bas, Danemark, les trois républiques baltes, Pologne, Suède, Norvège et Finlande), indépendamment des forces prépositionnées et des missions de surveillance du ciel. L'OTAN a en outre lancé en janvier l'opération « Sentinelle de la Baltique » pour protéger les câbles sous-marins. La France y participe, ainsi qu'aux grandes manœuvres otaniennes *Steadfast Defender 2024* qui ont eu lieu entre janvier et mai, de la Baltique à l'Arctique. La concentration des efforts à nouveau sur l'Atlantique nord, au débouché des détroits danois qui laissent la flotte russe naviguer jusqu'à la mer du Nord vers le Groenland ou vers la Manche, ne laisse personne indifférent. Les alertes concernant la présence de sous-marins russes dans la Manche ou au large de la Bretagne se multiplient. La presse britannique ironise sur une marine qui n'arrive pas à stopper des zodiacs de migrants (20 000 au premier semestre 2025) et qui prétend arrêter les navires-espions russes. Les comparaisons opposaient jusque-là la Royal Navy à la marine chinoise dans le Pacifique, en écho aux derniers films de James Bond. Jusque-là aussi, les Français, avec les Italiens et les Grecs, se préoccupaient surtout de ce qui pouvait arriver en Méditerranée.

La transformation de l'OTAN. – Le dernier sommet de l'OTAN à La Haye les 23 et 24 juin n'a pas eu à se pencher sur ces orientations stratégiques. La revue stratégique américaine qui devrait être publiée à l'automne déterminera les engagements des États-Unis en Europe et dans le reste du monde. Il était donc encore trop tôt pour opérer des changements significatifs dans la direction de l'organisation commune. Les sempiternels « experts » spéculaient déjà sur le remplacement ou non du commandant en chef de l'OTAN pour l'Europe, le SACEUR, poste créé en 1951 pour le général Eisenhower.

Certains imaginaient déjà un officier européen. Le Pentagone a annoncé le nom d'un successeur le 5 juin, l'Américain étant aussi par définition à la tête des forces américaines stationnées en Europe, lesquelles sont toutefois en voie de réduction (de 100 000 à 70 000), un non-Américain ne pourrait commander qu'aux seules forces européennes. On voit néanmoins par ces ballons d'essai se dessiner un autre système. Notons que le commandant en second dans la hiérarchie de l'OTAN est, depuis le retour de la France dans le commandement intégré, en 2009, un Français, basé à Norfolk (Virginie), depuis septembre 2024, l'amiral Pierre Vandier, ex-chef d'état-major de la Marine nationale. Il est chargé de la « transformation » de l'OTAN et il a quelques idées sur ce sujet.

La France était rentrée dans l'OTAN, au dire du président Sarkozy, pour la transformer de l'intérieur. C'est le moment. Depuis la réélection de Donald Trump, les enchères ont grimpé. Chacune des trois puissances européennes cherche à pousser son avantage, la France par sa dissuasion, le Royaume-Uni par sa relation privilégiée, l'Allemagne en se promettant de devenir la première armée conventionnelle. Reste à trouver un langage commun. ■

Pays-Bas

Crise politique et gouvernementale

La chute du gouvernement hollandais du fait de l'extrême droite, le 3 juin, peut rebattre les cartes du jeu politique en vue des élections d'octobre prochain.

Le 3 juin, le gouvernement qui dirigeait le Pays depuis onze mois a volé en éclats du fait de Geert Wilders, leader du principal parti de la coalition, le PVV (extrême droite). Vainqueur des élections législatives de novembre 2023, mais sans pouvoir atteindre la majorité absolue des sièges, le PVV avait accepté une coalition avec le VVD (libéral), le NSC (Nouveau Contrat social, centriste) et le Mouvement agriculteur-citoyen (BBB), nouveau venu sur la scène politique batave, critique vis-à-vis de la construction européenne et de l'« écologie punitive ». Cette coalition de droite et d'extrême droite avait au moins l'avantage de clarifier la vie politique en l'organisant autour de l'opposition classique droite-gauche. Les leaders des quatre partis coalisés s'étaient engagés à ne pas entrer au gouvernement à la tête duquel un haut fonctionnaire, Dick Schoof, avait été propulsé.

Ce n'est pas la première crise à laquelle le gouvernement néerlandais est confronté. Le 11 mars, trois des partis de la coalition (le BBB, le PVV et le NSC) votaient une motion proposée par un député du parti de M. Wilders contre la participation du gouvernement au programme européen Réarmer l'Europe proposée par la Commission de Bruxelles alors que le chef du gouvernement venait de donner son accord à cette proposition le lundi 6 mars lors de la tenue d'un Conseil européen extraordinaire. Les dirigeants du NSC s'opposaient à une politique qui risquait d'accroître



Geert Wilders. En précipitant la chute du gouvernement néerlandais, il a fait un pari risqué.

SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: VOX ESPAGNE.

l'endettement du pays. Pour ne pas avoir à se désavouer, le chef du gouvernement avait rappelé qu'il serait très strict sur les conditions de financement du programme européen et qu'il était hors de question de reproduire la politique des eurobonds. Cette fois-ci, c'est la politique migratoire qui a entraîné la chute. Geert Wilders a en effet estimé que le gouvernement ne faisait rien pour endiguer l'immigration aux Pays-Bas, qu'elle soit légale ou non. Dès la fin mai, lors d'une conférence de presse, il exigeait que son plan pour restreindre l'immigration soit appliqué : protection des frontières par l'armée, renvoi de tous les réfugiés syriens, arrêt de la construction de centres d'accueil, expulsions plus rapides des délinquants d'origine étrangère, même s'ils sont nés aux Pays-Bas. Puis le 3 juin, M. Wilders annonçait le départ de son parti du gouvernement, provoquant la démission du Premier ministre le jour même.

Les partenaires du PVV ont accusé d'irresponsabilité M. Wilders. Alors que l'Europe vit la crise ukrainienne, les Pays-Bas ont besoin d'un gouvernement de plein exercice. On a également imputé au leader nationaliste la volonté de dissimuler l'échec de Mme Marjolein Faber, sa représentante en charge de l'immigration au sein du gouvernement. Puis ils se sont réparti les ministères vacants afin d'assurer le fonctionnement du gouvernement démissionnaire jusqu'aux législatives du 29 octobre. Les partis sont en ordre de bataille. M. Wilders peut-il espérer être le prochain chef du gouvernement hollandais ? La fusion entre le PvdA socialiste et GroenLinks annonce-t-elle un glissement définitif vers le centre de la gauche et un peu plus l'abandon des classes populaires ? C'est Frans Timmermans, ancien commissaire européen, qui pourrait être le leader de la campagne du nouveau parti. Nul doute que la position des Pays-Bas sur et dans l'Union européenne sera un des grands enjeux des élections à venir. ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

Réincarnation

Le 90^e anniversaire du dalaï-lama, le 6 juillet, a été universellement commenté. Il posait la question de sa succession, ou plutôt de sa réincarnation. Spirituellement, elle ne sera ouverte qu'après sa mort. Il peut s'écouler plusieurs années avant qu'elle soit reconnue. Dans son cas, l'interim avait duré sept ans. Le 13^e dalaï-lama est mort en 1933. Le 14^e, l'actuel, a été consacré en 1940, à l'âge de cinq ans. Ce qui signifie une sorte de régence pendant une dizaine d'années supplémentaires. Cet intervalle est propice à toutes les manipulations. En 2011, l'actuel dalaï-lama avait introduit des variantes, imaginant que sa réincarnation pourrait être un



L'actuel dalaï-lama est né en 1940.

adulte et même une femme. En revanche, il avait exclu qu'il soit né hors du « monde libre », excluant qu'il soit sous le contrôle de la Chine populaire qui a annexé le Tibet depuis 1959. Soit il émanera de la communauté tibétaine réfugiée (150 000 personnes, majoritairement en Inde), soit il viendra d'une autre communauté. Il pourrait même être indien.

Le gouvernement chinois lui oppose un règlement de 1793 édicté par la dynastie Qing (renversée en 1912) qui exerçait son protectorat sur le Tibet depuis le dix-huitième siècle. La succession a toujours été « supervisée » par le gouvernement chinois. La porte-parole a même indiqué que le mode de sélection était celui du tirage au sort dans une urne d'or.

Le quotidien de Delhi *Times of India*, qui fait écho aux propos du ministre chargé des minorités condamnant la position de Pékin, voit bien que la question dépasse celle des rituels religieux pour se situer « à l'intersection de la géopolitique, de l'identité culturelle et des droits de l'Homme ». Pour New Delhi, cela signifie des « complications diplomatiques ». Cela peut renforcer sa position stratégique face à la Chine et augmenter son influence dans le monde bouddhiste. « La manière dont l'Inde gèrera la question de la succession pourrait avoir un impact significatif sur ses relations géopolitiques avec la Chine et sur son image internationale. »

Aux États-Unis, le soutien au dalaï-lama fait consensus au Congrès. Outre la confrontation avec Pékin, c'est la défense de la liberté religieuse dans le monde qui est en cause.

Le dalaï-lama avait envisagé la possibilité qu'il soit le dernier d'une lignée de six siècles. Peut-être ne se réincarnera-t-il jamais ? Mais ce serait laisser la voie à un candidat choisi par Pékin. Dans ce cas, il y aura peut-être deux 15^e dalaï-lama, comme il y eut un temps deux papes. ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **Bulgarie.** – La Bulgarie deviendra le 1^{er} janvier 2026 le 21^e État de l'Union européenne à abandonner sa devise nationale, le lev, pour adopter l'euro. Les ministres des finances de l'Union européenne ont donné formellement leur accord le 8 juillet pour que le pays le plus pauvre de l'organisation mette en circulation la monnaie commune. Selon les études d'opinion, près de la moitié des Bulgares s'opposent pourtant au passage à l'euro.

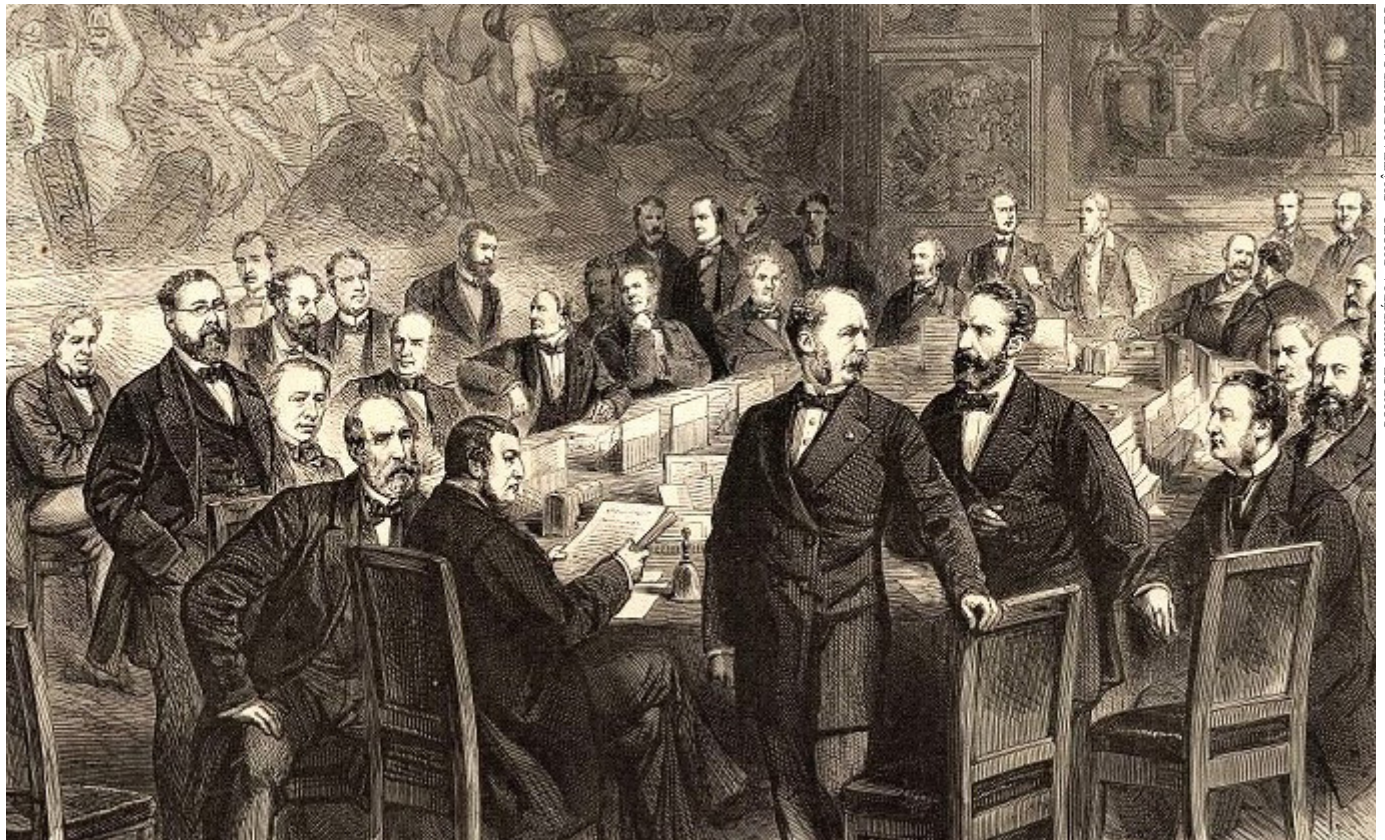
■ **États-Unis.** – La rupture politique est consommée entre Donald Trump et Elon Musk. Fervent opposant de la grande loi budgétaire voulue par la Maison Blanche et tout juste adoptée par le Congrès, l'entrepreneur a annoncé la création de son propre mouvement, le Parti de l'Amérique, dont le programme comprendrait des baisses d'impôts et des mesures anti-bureaucratie. Musk revendique une voie centrale entre Démocrates et Républicains.

■ **Israël.** – Le 10 juillet à Washington, en marge de discussions indirectes menées à Doha avec le Hamas, le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est déclaré prêt à négocier un cessez-le-feu permanent avec le Hamas à l'occasion d'une éventuelle trêve préalable de 60 jours. Netanyahu a toutefois posé plusieurs conditions à ses adversaires : le dépôt des armes et l'abandon du pouvoir par le Hamas ainsi que la démilitarisation de Gaza.

■ **Nigeria.** – Environ 150 membres d'un gang criminel ont été tués par une opération des forces militaires, le 9 juillet. Alors que le groupe armé composé d'environ 400 miliciens traversait des villages situés dans l'État de Kebbi (nord-ouest du pays), il a été pris en embuscade par des troupes au sol et des avions de chasse. Depuis plusieurs années, les gangs sont responsables de nombreuses attaques, pillages, meurtres et enlèvements dans les zones rurales du Nigeria.

CASIMIR MAZET.





SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: CHÂTEAU DE VERSAILLES

Histoire politique

1875 : la naissance avortée du parlementarisme républicain

par Marc Sévrien.

Les institutions de 1875 sont le fruit d'une Restauration impossible, que les parlementaires vont tenter de différer en donnant à la République des institutions provisoires. Le triomphe électoral des Républicains va permettre la transformation d'un régime parlementaire en régime d'assemblée.

Trois épisodes vont donner naissance aux institutions de juillet 1875 : l'échec du comte de Chambord, l'élection de Désiré Barodet à la députation en 1873, la montée en puissance du bonapartisme que traduit l'élection à la députation de Philippe de Bourgoing en 1874.

L'échec de la restauration de la monarchie au profit du comte de Chambord, *de jure* Henri V, est bien connu. Tout avait pourtant bien commencé : la victoire électorale des monarchistes aux élections de février 1871, la réconciliation des deux prétendants en 1873, le comte de Paris, petit-fils de Louis-Philippe I^{er}, reconnaissant le comte de Chambord, petit-fils de Charles X, comme le seul prétendant légitime au trône, ce dernier faisant du comte de Paris son dauphin. C'est l'histoire ressassée jusqu'à plus soif du drapeau blanc auquel le prince ne pouvait d'après lui renoncer. Si Paris valait bien une messe, la France ne valait pas un drapeau tricolore. Le fait n'est pas inexact mais il est incomplet. Car c'est bien le système par-

lementaire tel qu'il avait été esquissé lors de la Restauration et la monarchie de Juillet, et plus ou moins poursuivi par la deuxième République et l'Empire libéral, qui était rejeté par le prétendant. En cela, il se montrait fidèle à son grand-père, le roi Charles X, qui ne supportait pas que le régime de 1814-1815 ait reposé sur le principe de souveraineté nationale et qui, en juillet 1830, au-delà des modifications des règles électorales ou du régime de la presse, entendait reprendre, pour le modifier à sa guise, ce que Louis XVIII avait octroyé à la France et aux Français.

Le duc d'Orléans (1810-1842) le montre bien dans ses mémoires (1). Il décrit en juillet 1830 un roi Charles X promettant à son père de ne jamais rompre avec la Charte, la question étant : laquelle ? On peut certes rappeler l'appel aux ouvriers français du comte de Chambord à reprendre avec lui l'aventure de 1789 pour tenter d'esquisser le portrait d'un prince moderne, mais laquelle ? Celle de la séance royale du 23 juin ? Ou celle du serment du Jeu de paume du 20 ? La première s'ins-

crit dans une souveraineté royale pleinement affirmée, la seconde proclame une souveraineté nationale dont on ne sait pas encore si elle va manifester le triomphe d'une assemblée ou celui de la volonté populaire directement exprimée. En fait, la capacité de la République naissante à écraser la Commune, l'affirmation par Thiers, président de l'exécutif provisoire de la République française, dès 1872, que la République était ce qui nous divisait le moins, les victoires répétées des républicains de toutes tendances aux élections législatives partielles depuis juillet 1871, rendaient chaque jour plus hypothétique le retour de la monarchie. Il eût fallu un prince capable de se saisir à bras-le-corps de cette France nouvelle. Or le comte de Chambord était devenu étranger au pays sur lequel il prétendait régner. Il faut relire Daniel Halévy et sa *Fin des notables* (2) pour le comprendre.

Une France nouvelle. – Pour paraphraser Prévost-Paradol, elle trouve son expression partisane à travers l'élection en 1873 de Désiré Barodet, un illustre inconnu, à la députation face à Charles de Rémusat, haute figure du parlementarisme louis-philippard. Un radical de la clique de Gambetta et Ferry, un de ces hommes qui ont bénéficié de l'instruction qu'a acquise une partie des classes populaires grâce aux réformes de Guizot et en partie de Duruy. Une France d'employés, de fonctionnaires, de petits propriétaires qui, selon la formule, s'ils sont des républicains modérés, ne sont pas modérément républicains. Ils expriment une opinion publique qui ne se

La commission des Trente lors d'une réunion de travail en mars 1874. Elle ne devait déboucher que sur un régime provisoire.

réduit plus aux classes éclairées de la seconde partie du XVIII^e et de la première partie du XIX^e siècle. La République se devait d'être conservatrice pour Thiers. Il y avait fort à parier qu'elle devrait aussi à terme être sociale. L'élection en 1874 de M. de Bourgoing, ancien écuyer de Napoléon III, dépasse en importance le fait de voir les bonapartistes bénéficier d'un député de plus. Élu dans la Nièvre dans un scrutin qui semblait promis aux républicains, sa victoire est un choc. Elle est interprétée comme l'expression de la lassitude des Français devant l'instabilité politique du pays. L'essentiel du territoire est libéré depuis quelques mois. L'Assemblée nationale élue depuis 1871 a accompli sa tâche. Elle s'éternise. Le jeune prince Napoléon est populaire. Il incarne l'ordre et la stabilité. Il proclame à qui veut l'entendre qu'il est disponible. « Si l'on reste dans la situation présente, écrit un jeune journaliste libéral, si tous les partis demeurent impuissants et divisés, nous ne savons pas pendant combien de mois nous pourrions encore poursuivre nos vaines querelles dans le château de Versailles. Mais nous savons bien que pendant ce temps, l'Empire se fera dans le pays. » (3)

Comme le rappelle Daniel Halévy, la peur de l'Empire va être le ciment de tous les libéraux, de gauche comme de droite, républicains comme monarchistes. Une commission des Trente est chargée d'élaborer des institutions qui ne se veulent même pas définitives, mais qui permettent de donner à ce provisoire un cadre juridique dans lequel la vie politique puisse s'exercer. Il n'y pas, au sein de cette commission, que des libéraux, orléanistes ou républicains. On y trouve aussi des légitimistes, une dizaine, dont certains sont acquis au parlementarisme, dont Chesnelong qui, en 1871, a vainement tenté d'arracher au comte de Chambord l'acceptation du régime parlementaire. Il ne faut pas oublier que les étiquettes politiques sont aléatoires. Un élu libéral, d'inspiration républicaine, peut, au fil du temps et des débats, rejoindre les orléanistes. Il y a enfin deux moments dans les travaux de la commission, avant l'amendement Wallon et après. Après le vote de celui-ci, les parlementaires légitimistes s'orientent plutôt vers le rejet des institutions proposées. En juillet 1875, la commission va accoucher de trois projets. La première loi (25 février 1875) porte sur l'organisation des pouvoirs publics, la deuxième sur l'organisation du Sénat (24 février 1875), la troisième sur les relations entre ces pouvoirs (16 juillet 1875). Ces textes (34 articles) constituent ce qu'on appelle de manière inappropriée la Constitution de la III^e République. Ils créent un parlement bicaméral, avec une Chambre des députés, terme



Philippe d'Orléans, comte de Paris (1838-1894). Après la renonciation du comte de Chambord, les lois constitutionnelles de 1875 pouvaient lui permettre d'instaurer une monarchie parlementaire.

hérité de la Restauration et de la monarchie de Juillet, dont les membres sont élus au suffrage universel masculin, et d'un Sénat, composé de 225 membres élus au suffrage universel indirect pour neuf ans, et de 75 autres membres élus par la Chambre des députés et inamovibles.

À peine élu président de la République, le républicain Jules Grévy renonce à son droit de dissolution. La République naissante glisse alors vers un régime d'assemblée.

L'idée d'une deuxième chambre a été farouchement défendue par les orléanistes. La majorité des républicains est attachée au monocrémisme. C'est Gambetta qui va la leur faire accepter en la présentant comme le « grand conseil des communes de France ». Il parie sur le fait que, petit à petit, la République s'implantera dans les villages et que des élus locaux enverront des sénateurs républicains. Quant aux élus inamovibles, Gambetta compte jouer sur les divisions entre les clans du parti de l'Ordre (légitimistes, orléanistes, bonapartistes, républicains conservateurs). Le Sénat sera républicain. Gambetta voit juste.

Un président de la République au rôle vite dévoyé. – En face du Parlement, un président de la République est instauré, élu pour sept ans, par les deux chambres réunies en Assemblée nationale. Le septennat n'est pas une invention des lois de 1875, mais est le fruit d'une loi du 20 novembre 1873 qui, à la chute de Thiers, confère à son successeur, le maréchal de Mac Mahon, la dignité de président de la République pour sept ans, le temps, l'essentiel nombre de députés royalistes, que le comte de Chambord passe de vie à trépas. Simplement, désormais la fonction est

anonyme et son titulaire est indéfiniment rééligible. Est-ce le triomphe de la République? Pas vraiment car la Constitution peut toujours être révisée.

Ce président de la République a l'initiative des lois (initiative qu'il partage avec les deux chambres), les promulgue et en surveille l'exécution. Il dispose de la force armée, nomme à tous les emplois civils et militaires, préside aux solennités nationales, nomme les ambassadeurs et nomme en Conseil des ministres les conseillers d'État. Il négocie et ratifie les traités, mais il ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment des deux chambres. Le président de la République est politiquement irresponsable, d'où l'existence du contreseing ministériel. Les ministres nommés par le président sont responsables collectivement devant les chambres. Il peut, après avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre sans limitation du nombre de dissolutions. Les lois de 1875 ne prévoient aucun chef du gouvernement, président du Conseil ou Premier ministre. Il y a un ministre qui, de fait, est le coordinateur de l'ensemble de l'action gouvernementale.

Le président de la République a donc une place essentielle dans l'organisation institutionnelle, et le système repose sur un équilibre des pouvoirs. Le bicamérisme égalitaire permet à la chambre haute de contenir les emballements de la chambre basse. Si l'on y ajoute l'absence d'un chef de gouvernement, on est dans un schéma institutionnel qui rappelle la Restauration et la monarchie de Juillet, voire l'Empire libéral. Cependant, la montée en puissance des républicains, effective dès les élections législatives de 1876, va être renforcée par la crise du 16 mai 1877. Mac Mahon ayant renvoyé le gouvernement Jules Simon sans que celui-ci ait été désavoué par les chambres, doit faire face à une fronde parlementaire qui le conduit à dissoudre la Chambre des députés. Les élections qui suivent ramènent à la chambre la même majorité. Conformément à la prédiction de Gambetta, il préfère se démettre plutôt que de se soumettre. Son successeur, Jules Grévy, partisan du régime d'assemblée, hostile depuis 1848 à la fonction présidentielle, annonce lors de son investiture en 1879, qu'il renonce de fait à l'utilisation du droit de dissolution. Dès lors, l'équilibre des pouvoirs s'en trouve radicalement modifié. Le gouvernement est désarmé face aux chambres, et il ne peut plus bénéficier du secours du président de la République. Le président du Conseil, sans aucune réalité légale, devient de fait le coordinateur de l'action ministérielle, plus que le chef. On voit là une des faiblesses des institutions de 1875, que le jeu parlementaire va encore accentuer. ■

(1). Duc d'Orléans, *Souvenirs (1810-1830)*, Droz, 1993.

(2). Daniel Halévy, *La République des ducs*, Hachette, coll. Poche Pluriel, 1995.

(3). *Ibid.*, p. 111.



© KEVIN GUILLOT.

Entretien avec Mgr le comte de Paris

« Je vais reprendre mon action en y associant le prince Gaston »

propos recueillis par Loïc de Bentzmann, François Gerlotto et Laurent Tréhu.

Lors de sa visite à Rennes, les 20 et 21 juin dernier, le chef de la Maison de France nous a accordé un important entretien où il évoque son parcours – le Prince fête cette année ses 60 ans –, sa volonté de relancer son action politique et la transmission qu'il prépare avec le prince Gaston, dauphin de France.

Royaliste : le 24 juin 2025 marque le 75^e anniversaire de l'abrogation de la loi d'exil pour votre famille. Aujourd'hui, vous êtes le chef de la Maison de France, bien dans son temps, qui va à la rencontre des Français...

Mgr le comte de Paris : Nous sommes la première génération à vivre de plain-pied dans notre pays. Mon père est né en exil, en Belgique, et il a connu l'exil jusqu'à l'âge de 17-18 ans. Mon grand-père n'a pu rentrer en France avec sa famille qu'en 1950.

Nous sommes la génération qui vit, au rythme de nos compatriotes, les bons moments, les moments plus difficiles. Dans un pays qui évolue, qui doit renouveler le contrat social qui avait été établi après la guerre de 1945. On arrive à la fin d'un cycle et il faut réinventer ce contrat.

Mon grand-père disait toujours : « On voulait me vendre des choses, il fallait que je les apprenne par cœur, mais moi, j'avais envie d'aller sur le terrain pour sentir les choses par moi-même. » C'est vraiment

cela l'état d'esprit du Capétien. Cela a été indispensable de tout temps. Et quand cela n'a pas été fait, les Français se sont détournés de notre famille.

Cela fait partie d'un apprentissage de la fonction par la transmission...

Oui, c'est la préparation. Cela a été valable pour mon grand-père, pour mon père, pour moi. C'est valable, aujourd'hui, pour mon fils Gaston. Avant tout, nous devons pouvoir offrir à nos enfants une vie familiale paisible. Elle doit privilégier la formation des enfants, à travers l'éducation et l'instruction. Et le choix des écoles est primordial pour avoir une personnalité qui soit capable d'affronter notre monde.

J'ai bien aimé mon passage à l'école communale ; ça a fait de moi un prince de la terre, même dans ma façon de penser. Ensuite, il y a eu les Frères des Écoles chrétiennes et les Jésuites qui m'ont donné une bonne formation intellectuelle, formation qui s'est prolongée avec l'étude de la

philosophie d'Aristote et de saint Thomas. Ensuite, le droit, qui m'a structuré. Et puis l'économie, parce qu'il faut être au fait des affaires de ce monde. Après, j'ai travaillé dans les grands cabinets de conseil et souvent auprès de banques qui avaient des activités à l'étranger. Pour avoir aussi cette ouverture d'esprit.

Le prince Gaston a sa propre personnalité...

Ce que j'ai reçu, je le transmets à mon fils Gaston, aujourd'hui âgé de 15 ans, et j'essaie de lui inculquer cette façon d'avancer. C'est le moment. J'espère pouvoir le faire de façon plus marquée jusqu'à ses 18 ou 20 ans. Et aussi après ! Avec la volonté qu'il puisse profiter de ma propre expérience et qu'il y ajoute la sienne, celle de son âge, de sa génération. Il a une vue différente des choses. Je crois que la chose la plus difficile pour moi, c'est d'être capable de le laisser faire en l'accompagnant. Car, en tant que parent, il faut être capable de se dire « maintenant il y a des domaines dans lesquels ma réflexion commence à être un peu rouillée ». Qu'est-ce que l'échange avec mon fils peut m'apporter ? Qu'est-ce que je peux lui apporter ? Ensuite, il choisira sa voie selon ce qu'il est. On peut orienter une nature mais pas la forcer à se comporter différemment de ce qu'elle est.

Une voie dans une histoire familiale qui est singulière ?

C'est un modèle de transmission qui est indispensable aujourd'hui. Après mes

études, j'ai travaillé, mais surtout, à un moment donné, je me suis demandé comment je pouvais intégrer mon histoire familiale. Et tout ça a porté à la création, en 2003, de l'association Gens de France. Un peu avant, j'avais commencé ces déplacements que j'ai faits à travers le pays. Je crois que j'ai dû voir à peu près 10 000 décideurs sur une dizaine d'années. Il y avait quelque dix voyages par an ; sept ou huit en France et deux à l'étranger. À chaque fois, je rencontrais une centaine de personnes, des politiques, des responsables d'associations, des chefs d'entreprise, des syndicalistes, des familles...

Maintenant, je vais pouvoir recommencer et y associer Gaston. Il y a eu la venue du président de la République à Amboise, mon fils aîné était là. Lors des manifestations d'agriculteurs en novembre dernier, nous sommes allés tous les deux les rencontrer sur un rond-point. Et comme il y avait quelques jeunes agriculteurs, c'était l'occasion pour que cette génération-là puisse échanger.

Mais je ne veux pas mettre la charrue avant les bœufs. J'ai des discussions avec lui sur tous les sujets majeurs. Il va à son rythme, et moi, je suis là, en soutien. Nous faisons ça ensemble. Et il y aura un moment où il prendra son envol, il reprendra la charge. Je pourrai, par exemple, l'associer à mon travail à la Fondation. Je verrai une façon de faire pour qu'il puisse prendre la relève. En se donnant le temps. C'est comme dans les conseils d'administration, les conseils scientifiques : autour de 75 ans, il faut savoir faire de la place pour ceux qui viennent après.

Vous n'avez pas mentionné le volet militaire de votre vie ?

Le service militaire a été un élément important de mon parcours. On aime à dire que pendant le service on rencontre des personnes qu'on ne verra jamais ailleurs. C'est assez vrai. Et puis derrière, il y a le commandement. Il y a aussi les questions de sécurité, la défense du pays et, comme on peut le voir aujourd'hui, la question de la guerre et de la paix. Les Orléans ont toujours eu des carrières militaires intéressantes. Ce furent plutôt des grands défenseurs de la paix. Que ce soit le roi Louis-Philippe, que ce soit Gaston d'Orléans, que ce soit Louis XII. Des périodes où l'on estime qu'il faut assurer la paix à l'extérieur et la prospérité à l'intérieur.

Ça m'a beaucoup apporté. D'ailleurs, je garde un peu cette fibre-là, puisque je suis parrain du 4^e régiment de chasseurs à Gap. Et j'ai fait les deux sessions de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), la régionale et la nationale. Parce que, là encore, on rencontre, par le vecteur de la question militaire, toutes sortes de personnes. Dans mon groupe, on avait une auditrice qui suivait les djihadistes sur Internet ; un autre qui était chargé des questions militaires à LFI. Il y avait aussi quelques militaires, dont un Américain,

ainsi qu'un auditeur responsable des énergies renouvelables. Donc là encore, toujours cette volonté d'élargir les horizons.

Pour mon fils Gaston, on n'est plus dans la même configuration par rapport à la question du service militaire. Mais il a eu l'occasion de m'accompagner une ou deux fois à Gap, et notamment quand il y a eu un retour d'expérience sur l'Afghanistan. C'est important parce que ça fait partie des outils régaliens du chef de l'État.

D'abord, rétablir nos institutions dans leur bon fonctionnement. Puis, aménager certains articles de la constitution de 1958 sans en changer les fondements, pour avoir quelque chose qui servirait de base à une monarchie constitutionnelle.

Comment imaginez-vous des liens avec les nouvelles générations des monarchies actuelles européennes ?

Mon épouse et moi avons choisi plusieurs parrains et marraines pour le baptême de nos enfants. Nous avons pris à chaque fois trois parrains et trois marraines. C'est ce qu'on faisait autrefois. Et nous avons utilisé nos liens privilégiés avec certaines familles, en Belgique, au Luxembourg au Liechtenstein, mais aussi au Portugal, puisque l'infant Dinis, duc de Porto, deuxième fils du prétendant au trône, est le parrain de Joseph. Cela a été pour nous une façon d'établir de façon un peu plus forte le lien avec nos cousins royaux.

Parce que c'est vrai qu'il y a Gaston, mais il a aussi deux frères. Il faut que Joseph trouve aussi sa place et qu'il comprenne qu'il a un frère aîné, mais que lui aussi peut avoir un rôle à jouer. Et puis il y a aussi Alphonse et nos filles.

Avant même le retour d'exil, votre grand-père avait noué beaucoup de relations, de réseaux, avec le monde politique de l'époque, des radicaux, des indépendants... Avez-vous toujours cette relation au monde politique en général ?

Les choses ont changé. C'est en partie lié à la culture du personnel politique. Les politiques de l'époque étaient plutôt de hauts fonctionnaires. Ils avaient une certaine culture, des connaissances. Le comte de Paris était dans le paysage parce que les politiques connaissaient l'histoire de notre pays. Aujourd'hui, les politiques ne sont plus du tout les mêmes. Quand on voit un député manifester son désaccord quant à l'emploi d'expression telle que « *broyer du noir* », au nom de l'antiracisme, on se dit que ça va être sans doute plus difficile. Et puis, là où il y avait, à l'occasion d'un déplacement, intérêt et curiosité, aujourd'hui cela a disparu. Les gens ne s'étonnent plus.

C'est au niveau national que la relation avec les politiques n'est plus la même, sauf avec quelques-uns, à l'Assemblée ou au Sénat, rencontrés à l'occasion d'un déplacement. En revanche, au niveau local, les contacts sont plus développés aujourd'hui que du temps de mon grand-père. Sans doute par nos diverses implantations familiales, à Dreux, à Amboise, à Bourbon-l'Archambault, mais aussi avec notre présence dans le Sud. J'ai établi un peu partout des contacts suivis avec les élus locaux, les maires, les députés et les représentants de l'État, préfets et sous-préfets.

Et en matière internationale ?

En France, nos chefs d'État successifs ont souvent eu tendance à prendre rapidement des positions qui nous mettent souvent dans l'incapacité d'agir...

Les positions sont trop souvent prises dans l'urgence, soit parce qu'il faut avoir



Le comte de Paris signant le livre d'or du quotidien *Ouest-France* lors de sa visite à Rennes le 20 juin 2025.

© LAURENT TRÉHU

une position, soit parce qu'il y a telle partie de l'électorat ou telle partie de la Chambre qui le demande. En plus, les politiques utilisent un ton cassant là où il faudrait plutôt avoir un discours rond. On ne peut pas avoir un discours cassant quand on est un chef d'État. On ne peut pas être un Trump ou un Poutine, ce n'est pas notre ADN.

Malheureusement, on est extrêmement dépendant des trois grands. Bien sûr, nous avons notre place au sein du Conseil de sécurité, mais le Conseil de sécurité, on ne l'entend pas beaucoup en ce moment, alors qu'il a été mis en place pour gérer ce genre de situation conflictuelle.

Mais j'observe que Trump est très iconoclaste. Il n'a pas envie de passer par ces structures-là parce que c'est plus facile d'avoir un contact bilatéral avec un autre pays. Peut-être faudrait-il coupler ces contacts bilatéraux avec le dialogue au sein de ces institutions qui nous sont données pour agir, plutôt que de s'agiter dans tous les sens, comme peuvent le faire nos politiques. On les sent tacticiens mais pas stratèges. Il serait bon de se poser la question de savoir quelle position la France devrait avoir aujourd'hui alors qu'elle n'est plus le grand pays qu'elle était. Peut-elle peser, en particulier militairement ?

Là aussi, il y a des choix mauvais qui ont été faits. Heureusement il y a eu certaines rectifications, mais on ne peut pas continuer à naviguer comme ça à vue !

À ce propos, ne serait-il pas nécessaire également de corriger, en politique intérieure, les mauvais fonctionnements des institutions et les mauvais choix faits en ce domaine ?

Il faut restaurer le rôle de la Chambre et celui du gouvernement qui en est issu. Même pendant la cohabitation, avec le président Mitterrand, ça a fonctionné. Parce qu'on avait un président plutôt souple.

Après, on a aussi cassé les deux corps intermédiaires importants, que sont les préfets et les ambassadeurs et qui représentent l'État. Il me semble d'ailleurs qu'un homme seul, à moins d'être un despote, ne peut pas tout faire.

Mais ça, ça vient d'avoir remplacé le septennat par le quinquennat ; une sorte de régime présidentiel, avec un président omniprésent et à toutes les manœuvres, mais dont on commence à voir les limites. Peut-être faudrait-il revenir au septennat. Ce serait un premier pas pour remettre un peu les choses en ordre.

Rétablir nos institutions dans leur bon fonctionnement. Après, il suffirait de pas grand-chose. Aménager certains articles de la constitution de 1958 sans en changer les fondements, pour avoir quelque chose qui servirait de base à une monarchie constitutionnelle.

Comment voyez-vous l'évolution de notre pays et quels seraient les chemins d'une meilleure entente, voire d'une réconciliation ?

Le pays a beaucoup changé. C'est très difficile d'échanger des idées avec quelqu'un aujourd'hui. Le débat d'idées s'est transformé en affrontement. La parole est devenue violente. On voit partout les tensions. Mais les Français restent également très sensibles au contact, à la relation directe, à la rencontre sur le terrain. C'est une force pour le lien social.

Pour ma part, j'aime beaucoup la dialectique. Il y a un point de vue qui se confronte à un autre, et il y a quelque chose d'autre qui en sort. C'est un vrai état d'esprit différent de l'atmosphère ambiante, un état d'esprit finalement partagé par une large partie de la population et qui ne semble avoir personne pour la représenter. Il faut que notre pays, le pays de la liberté, puisse respirer à nouveau ! ■

Les Lettres

La croix de Jean Raspail

par André Pierre.

Le 5 juillet, Jean Raspail aurait eu 100 ans. Une biographie signée Philippe Hemsén, professeur de lettres et remarquable connaisseur de l'œuvre de Stephen King, sort à point nommé pour rappeler qui était cet écrivain.

« *Au fond, ce livre, pour moi, cela a été à la fois un tremplin et une casserole.* » Ainsi parlait Jean Raspail de son roman *Le Camp des saints* (Robert Laffont, 1973), dans un entretien accordé au magazine *Le Choc du mois* (mai 1993, n° 64), pour faire le bilan de presque deux décennies de polémiques.

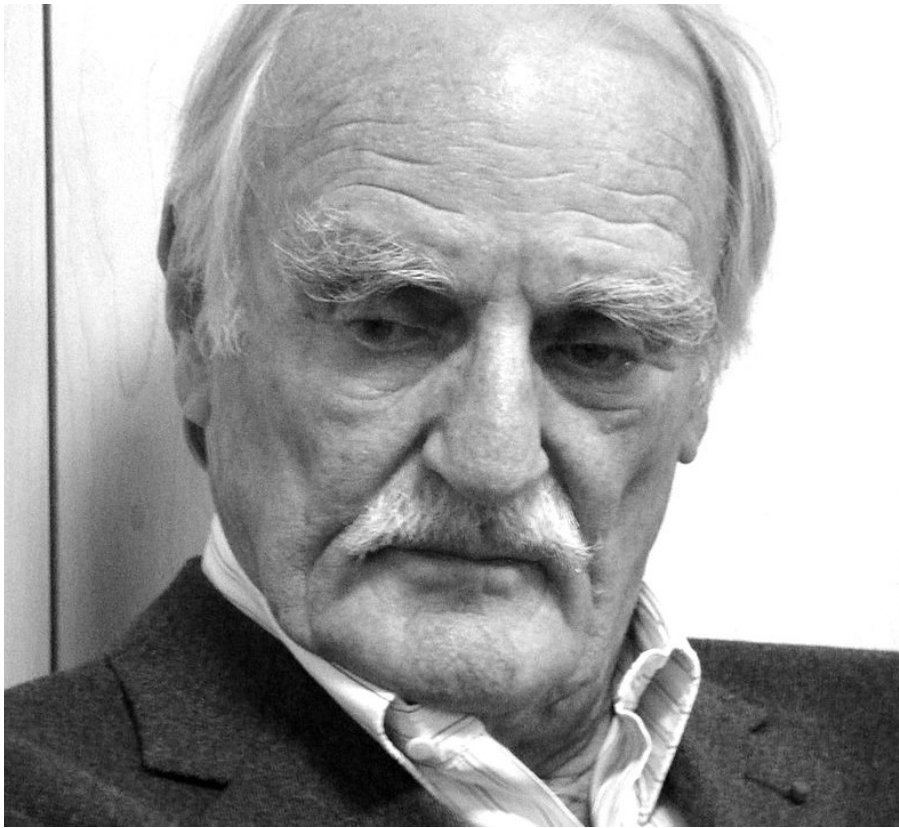
Rappelons-le peut-être : à sa sortie en librairie, *Le Camp des saints* a longtemps défrayé la chronique. Dans la presse écrite, pour le défendre ou pour le descendre, l'encre a coulé. À flots. À la télévision, on s'est également empoigné sans ménagement à son propos. Le 17 janvier 1975, dans le second numéro d'Apostrophes, la mythique émission littéraire de Bernard Pivot, intitulée « Mais où est donc passée la droite ? », il a fait très chaud sur le plateau. Et ce n'était pas à cause des projecteurs. D'abord courtois, le débat entre les invités – l'écrivain Jacques Perret, le député (alors) socialiste du Territoire de Belfort Jean-Pierre Chevènement, l'historien Jean-Christian Petitfils, Bertrand Renouvin et quelques autres – s'est vite tendu lorsque le directeur politique de *Royaliste* a mis les pieds dans le plat en pointant « les aspects raciaux du Camp des saints ». Dès cet instant, les noms d'oiseaux ont volé et le débat fut un poil moins courtois pour devenir un grand moment de télévision, semblable à celui survenu en 1978 dans la même émission, lorsque Bernard Pivot dut chasser de son plateau un Charles Bukowski complètement ivre.

Le Camp des saints fut-il, comme le croyait Raspail, un « tremplin » ? Si l'on entend par là le sens figuré que lui prête le Larousse, à savoir : « qui donne un élan pour atteindre un objectif », rien n'est moins sûr. Ce n'est en tout cas pas ce livre qui a permis à Raspail de devenir romancier. Romancier, il l'était depuis la publication en 1958 du *Vent des pins*, son (excellent) premier roman, issu de son séjour au Pays du Soleil levant qui, un temps, a figuré sur la liste des « *goncourtisables* ». C'est encore moins ce qui lui a permis d'entrer à l'Académie française, dont il lui a au contraire définitivement fermé les portes. S'il a transformé Raspail en quelque chose, c'est en prophète, de malheur qui plus est. En une sorte de Philippulus, le vieillard barbichu qui, dans la dixième des aventures de Tintin, *L'Étoile*



© KEVIN GUILLLOT.

SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: AYACK.



mystérieuse (1942), annonce « *le châtiement* » vêtu d'une toge blanche, pointant son doigt vers le ciel, tapant sur un gong. Un Philippulus annonçant cette fois-ci l'invasion de la France par des millions de migrants misérables, haïssant l'Occident.

Une casserole. – S'il ne fut pas, en ce sens, un tremplin, fut-il en revanche une « casserole » ? Sans doute. Une casserole aussi gênante que son passage par le Parti franciste de Marcel Bucard sous l'Occupation ou son adhésion en novembre 1974 au Parti des forces nouvelles (PFN), cette organisation politique née d'une scission d'avec le Front national de Jean-Marie Le Pen, dont il rejoindra le comité directeur. Mais cette casserole, il aurait tout aussi bien pu n'avoir jamais à la traîner ou, à tout le moins, s'en défaire avec le temps. Car, à bien y réfléchir, cette casserole, c'est sans doute Raspail lui-même qui se l'est le plus sûrement accrochée et s'est ingénié à la faire sonner comme une timbale. En effet, tout un chacun pouvait, en l'absence de commentaires de sa part et malgré son sujet, recevoir *Le Camp des saints* pour ce qu'il était de facto : un bon roman, de nature dystopique, avec des personnages attachants et crédibles, une intrigue bien conçue et entretenue durant presque quatre cents pages grâce à une écriture nerveuse, presque fiévreuse. De fait, sans les multiples déclarations de son auteur à sa sortie puis des décennies durant, y voir une sorte d'Apocalypse selon saint Jean (Raspail) ou une sorte d'essai politique ne s'imposait pas spécialement. Ce qu'a très bien analysé l'écrivain et journaliste

Étienne de Montety, lors de la réédition du *Camp des saints* en 2011, quand il lui a reproché d'avoir lui-même trahi son œuvre en l'« agrémentant » de « *Big Other* », une préface politique. Selon Montety, « *un grand roman est susceptible de toutes les interprétations* ». Or, « *cette préface, maladroite et inutile* », qui « *repren(et donc fixe) l'idée que c'est un roman politique, à thèse* », en a par conséquent fait ce que les adversaires de Raspail voulaient qu'il fût : « *un pamphlet*. » Et une casserole.

Une croix à porter. – En définitive, ce que fut *Le Camp des saints* pour Raspail, c'est une croix. Depuis son adolescence rebelle, Jean Raspail rêvait de devenir un romancier reconnu, capable d'écrire *Le Capitaine Fracasse* (Théophile Gautier, 1863), l'un de ses livres de chevet. Néanmoins, malgré une œuvre fournie, composée de romans tels que le crépusculaire *Sept cavaliers quittèrent la ville au crépuscule par la porte de l'Ouest qui n'était plus gardée* (Robert Laffont, 1993), *Septentrion* (Robert Laffont, 1979) ou *Les Yeux d'Irène* (1984), Jean Raspail, pour beaucoup, quand il n'est pas seulement l'auteur de droite (voire d'extrême droite) du *Camp des saints*, Raspail est au mieux un explorateur obsédé par les peuplades sur le point de périr et spécialisé dans la chronique de leur disparition. Ou, encore, un nom qu'on associe à celui de la Patagonie parce qu'à la suite de la parution du *Jeu du roi* (Robert Laffont, 1976) dans lequel il imagine un successeur à Orélie-An-toine de Tounens, éphémère monarque du royaume d'Araucanie et de Patagonie, il

s'était autoproclamé consul de ce dernier. Dommage.

Dommage car, à lire chacun de ses autres romans, du *Vent des pins* – rebaptisé en *Bienvenue Honorables Visiteurs* et récemment réédité (7 Cavaliers, 2024) – aux *Royaumes de Borée* (Albin Michel, 2003) en passant par *L'Anneau du pêcheur* (Albin Michel, 1995), il est une évidence : Jean Raspail était un grand romancier. ■

► Philippe Hemsén, *Jean Raspail. Aventurier de l'ailleurs*, Albin Michel, avril 2025.

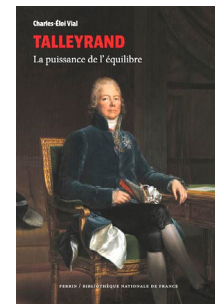
Histoire

Talleyrand, politique et diplomate

Talleyrand, la puissance de l'équilibre,
par Charles-Eloi Vial.
Perrin, mai 2025.

Talleyrand au Congrès de Vienne,
par Guglielmo Ferrero.

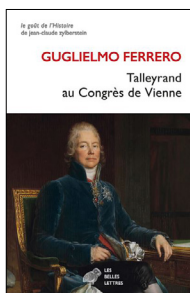
Les Belles Lettres,
mai 2025.



La biographie que Charles-Eloi Vial vient de consacrer à Talleyrand s'attache d'abord au diplomate et à l'homme politique. Elle entre en résonance avec la réédition

de l'ouvrage de Guglielmo Ferrero sur Talleyrand au congrès de Vienne. Les deux livres se complètent et donnent du « *diable boiteux* », monstre de corruption, une image plus flatteuse que celle qui demeure attachée à ce personnage. Vial le juge avant tout sur son action. On a tout écrit sur Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, le génial diplomate qui servit neuf régimes et prêta treize serments, de Louis XVI en 1789 à Louis-Philippe en 1830, de Clément XIII lorsqu'il fut ordonné prêtre, à Clément XIV lors de sa nomination à l'évêché d'Autun. Ministre des Relations extérieures plus de dix ans en tout sous quatre régimes.

Le titre que Vial a donné à son ouvrage n'a pas été choisi par hasard : *Talleyrand, la puissance de l'équilibre*. L'auteur met en cause les relations entre Napoléon et son ministre : « *Les contraires s'attiraient, la personnification de l'équilibre et celle de l'action contribuant alors à forger une alliance de circonstance, faite de fascination mêlée de méfiance.* » Déjà, sous le Directoire, Talleyrand tente d'expliquer que seule la diplomatie suscite le respect, surtout pour une nation qui s'est donné un gouvernement neuf dans l'histoire du monde et dont la stabilité n'est pas démontrée. Très tôt, il insiste sur le fait que la négociation devait permettre à la France de réintégrer le système européen. La



conception des relations internationales du Premier consul, puis de l'Empereur, visait à la domination de la France sur l'Europe continentale. Cette vision impérialiste heurtait les conceptions de Talleyrand, partisan d'une doctrine de l'équilibre où la France devait donner le la au sein d'un véritable concert des nations. Napoléon refusa d'écouter son ministre. Le maître ne disposait d'aucun autre diplomate de son calibre qui aurait pu le remplacer, ce qui explique qu'il toléra longtemps ses menées souterraines. L'alliance de circonstance entre Talleyrand et l'empereur finit par se briser. Quand en août 1807, avec le traité de Tilsit, Napoléon est au faite de sa puissance, c'est le moment que cet étrange ambitieux choisit pour donner sa démission.

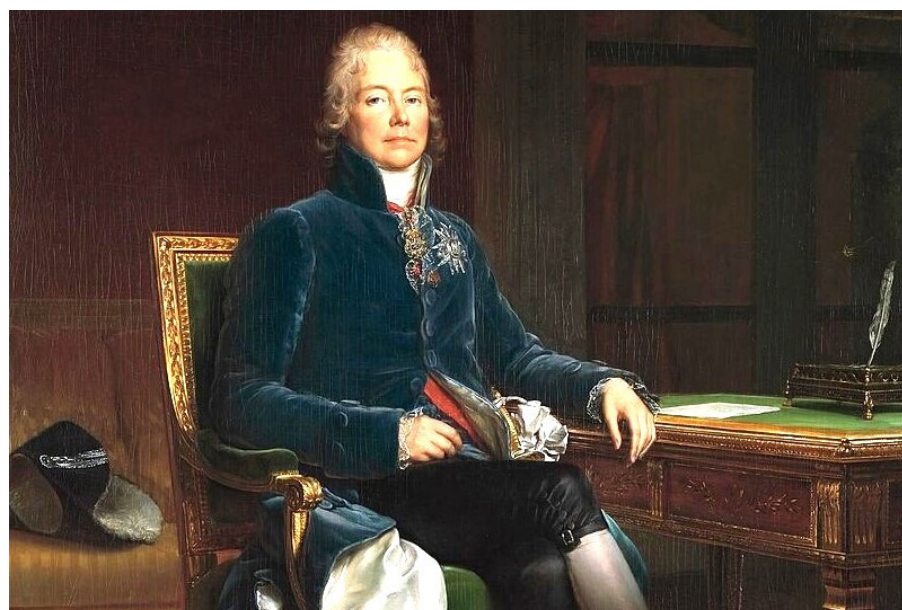
Talleyrand voit à l'intérieur de l'Empire, qui semble solide, les lignes de fracture qui l'exploseront au premier coup violent reçu du dehors. Pour lui, le problème de la légitimité du pouvoir est posé. Illustrant son propre précepte « *la trahison est une question de date* », Talleyrand prend contact avec les Bourbons par l'intermédiaire de son oncle, le vieil archevêque de Reims. Talleyrand voit en Louis XVIII le seul recours possible, sa modération garantissant le retour à la stabilité et la signature d'une paix acceptable, garante de l'équilibre continental. Dans son chapitre intitulé « La légitimité du pouvoir », Guglielmo Ferrero livre la pensée de Talleyrand. Il ne faut pas attendre la légitimité du pouvoir comme un privilège exclusif de certaines formes de gouvernement : « *La légitimité des rois ou, pour mieux dire, des gouvernements, est la sauvegarde des nations... Un gouvernement légitime, qu'il soit monarchique*

ou républicain, héréditaire ou électif, aristocratique ou démocratique, est toujours celui dont l'existence, la forme et le mode d'action sont consolidés et consacrés par une longue succession d'années. »

Louis XVIII attendait de Talleyrand, au congrès de Vienne, qu'il parvienne à exploiter les divisions naissantes entre les souverains et qu'il réconcilie les Bourbons avec les autres dynasties d'Europe. Face à la volonté des vainqueurs, les autres pays n'eurent presque pas voix au chapitre, à l'exception de la France à laquelle Talleyrand parvint à rendre son statut de grande puissance en s'appuyant sur les petits et moyens États dont il se fit le défenseur. Les représentants de l'Angleterre, de la Prusse, de la Russie et de l'Autriche étaient divisés sur trois questions : la Pologne, la Saxe et Naples. Par ses ambitions polonaises, la Russie effrayait l'Angleterre et l'Autriche. La Prusse épouvantait les petits États allemands par son acharnement contre la Saxe. Le congrès de Vienne « *a voulu que toute dynastie légitime fût conservée ou rétablie... et que les territoires vacants, c'est-à-dire sans souverain, fussent distribués conformément au principe de l'équilibre politique* ». Il ne suffisait pas d'avoir découvert en Louis XVIII le pouvoir capable de faire entrer la France dans le concert européen. Il fallait que les capacités personnelles de Louis XVIII fussent adéquates à sa position historique. Le destin a voulu que Louis XVIII fut un roi capable.

Sous la Restauration, Talleyrand bascula peu à peu dans l'opposition libérale à mesure que les « ultras » se rapprochaient du pouvoir. Le vieil oracle accueillit sans étonnement la chute de Charles X et l'avènement d'une monarchie libérale qu'il appelait de ses vœux. Trop âgé pour reprendre son ancien portefeuille, Talleyrand accepta de Louis-Philippe la prestigieuse ambassade de Londres. ■

ALAIN SOLARI.



Portrait de Talleyrand, par François Gérard (1808).

Nouvelle

Le pays dont le roi était une reine

La première fois que j'ai cherché à aller en Angleterre, je n'ai pas réussi. C'était au mois d'octobre 2022. Je ne me souviens plus quel jour exactement. J'étais à Calais depuis deux mois et demi. J'étais entrée en contact avec des passeurs.

Le lieu de rendez-vous était dans un bâtiment qui puait l'huile de vidange. Dedans, je n'étais pas seule. Il y avait d'autres candidats au départ. On a attendu qu'on nous dise quoi faire. Longtemps. Puis on a entendu, au loin, un bruit de moteur se rapprocher. C'est alors qu'un homme est entré et nous a ordonné de le suivre jusqu'à la plage, où nous attendait un immense canot. On a obéi. Lui et d'autres ont commencé d'entasser les gens dans le bateau en leur hurlant dessus. Tandis que j'attendais mon tour, j'ai eu peur. Dans ce qu'on m'avait dit, il devait y avoir des gilets de sauvetage pour chaque passager. Mais ils n'en distribuaient pas. Et je voyais bien qu'au loin la mer était démontée. J'ai refusé d'embarquer. Un passeur a voulu me forcer. J'ai résisté. Il m'a rouée de coups. Quand je suis revenue à moi, il n'y avait plus personne, alors je suis rentrée au campement.

J'ai su quelques jours plus tard que personne n'était arrivé de l'autre côté. Je n'ai pas pleuré. Je n'ai pas non plus remercié Dieu de m'avoir épargnée. Dieu, je ne veux plus en entendre parler. C'est en son nom que dans mon pays les hommes me violaient, me tabassaient et m'interdisaient d'exister. En revanche, je suis allée voir l'une des humanitaires qui parlait un peu ma langue et lui ai dit que finalement je voulais demander l'asile à la France. Elle m'a demandé quand j'étais arrivée. Quand elle a su la date, elle m'a dit qu'il fallait qu'on fasse vite. Elle m'a emmenée voir des gens. Ils m'ont pris un rendez-vous avec la préfecture. Un peu plus tard, je me suis retrouvée dans un centre d'accueil avec beaucoup de femmes comme moi, où j'ai commencé d'apprendre le français. Quand l'OFPP m'a accordé le statut de réfugiée, j'ai commencé de travailler dans un restaurant qui a fini par m'embaucher.

Cela fait maintenant un an que j'ai un vrai chez moi. Ce n'est pas très grand mais je m'y plais. Désormais, je mets un peu de côté chaque mois pour aller en Angleterre. Pas pour m'y installer – je me sens bien France –, mais pour voir enfin en vrai l'endroit dont parlait le seul livre auquel j'ai jamais eu accès dans mon pays. Un livre que ma mère regardait avec moi en cachette, quand les hommes n'étaient pas à la maison. Un livre dont elle m'avait fait promettre de ne jamais parler à qui que ce soit. Un livre qui parlait d'un pays où le roi était une reine qui s'habillait en rose. ■

ANDRÉ PIERRE.

SOURCE: WIKIPÉDIA, SOURCE: METROPOLITAN MUSEUM OF ART.

DR.



Par Gérard Leclerc

Le moment Deleuze

Mes bons amis de notre conseil de rédaction m'ont proposé de revenir à ce que j'appellerai le phénomène Gilles Deleuze, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Je serais bien en peine de répondre à leur attente, car je n'ai ni le loisir ni même l'envie de revenir à une œuvre considérable, au moins en taille, et qui exigerait une analyse approfondie. Bien que profondément étranger à ce style de pensée, je ne me laisserai pas non plus tenter par le goût du pamphlet. Ce ne serait pas digne de la stature d'un écrivain dont je suis bien incapable d'analyser tous les livres qui recouvrent tant de domaines de la culture. Philosophe, Gilles Deleuze a écrit sur Spinoza, Kant, Bergson (qu'à l'encontre de beaucoup de ses contemporains il estimait, loin de le mépriser comme un auteur spiritualiste à l'ancienne). Mais il s'est intéressé aussi à la littérature, notamment à Marcel Proust, Sacher-Masoch ou Lewis Carroll. Et que dire de son affrontement avec la psychanalyse et ses deux partenaires Freud et Lacan ?

Il me semble me souvenir avoir lu avec quelque intérêt son essai sur Nietzsche et la philosophie, mais c'est trop lointain pour que j'en tire la moindre leçon. Ce qui m'a le plus préoccupé, parce que c'était vraiment au centre d'une actualité intellectuelle et militante brûlante, c'est d'évidence ce fameux *Anti-Œdipe* écrit en compagnie de son complice Félix Guattari. Ne s'agit-il pas d'un de ces ouvrages qui marquent une époque et qui autorisaient un Michel Foucault à décrier d'autorité : « Une fulgurance s'est produite qui portera le nom de Deleuze : une nouvelle pensée est possible ; la pensée, de nouveau, est possible. Elle n'est pas à venir, promise par le plus lointain des recommencements. Elle est là, dans les textes de Deleuze, bondissante, dansante devant nous, parmi nous... Un jour, peut-être, le siècle sera deleuzien. » Il est vrai que les deux hommes étaient très liés. J'ai assisté, involontairement, à une de leurs conversations au téléphone, alors que Foucault avait eu l'amabilité de me recevoir à l'occasion de la publication du premier tome de son *Histoire de la sexualité*.

Il y a, incontestablement, quelque chose de vrai dans une telle affirmation, qu'on le veuille ou non. Deleuze s'est trouvé en accord profond avec le moment Mai 68 auquel il a porté la caution d'un intellectuel à la mesure de la révolution mentale que l'on a pu désigner comme celle du désir. Un désir que René Girard s'efforcerait, selon ses propres termes, de démystifier. Que les gens de *Libé* aient longtemps considéré *L'Anti-Œdipe* comme leur bible est aussi significatif de cette occurrence, qui est aussi de l'ordre du combat. Avec le temps – plus d'un demi-siècle ! – on peut d'ailleurs constater à quel point ce qui fut l'actualité même est devenu obsolète. J'en veux pour preuve cette complicité Deleuze-Foucault. La militance soixante-huitarde présentait des aspects que l'on est bien en peine de comprendre aujourd'hui. On sait qu'un des concepts foucauldien les plus évidents relevait de l'emprise des pouvoirs. Emprise que l'auteur de *Surveiller et punir* s'appliquait à débusquer sous tous les aspects possibles, singulièrement celui du pouvoir d'enfermer les délinquants.

J'ai retrouvé par hasard un entretien entre les deux hommes sur la prison qui s'érige à l'encontre de toutes les répressions. Gilles Deleuze : « Je veux dire que toutes les formes de répressions actuelles, qui sont multiples, se totalisent facilement du point de vue du pouvoir. La répression raciste contre les immigrés, la répression dans les usines, la répression dans l'enseignement, la répression contre les jeunes en général. Il ne faut pas chercher seulement l'unité de toutes ses formes dans une réaction à Mai 68, mais beaucoup plus dans une préparation à une organisation concertée de notre avenir prochain. »

Sans doute ce genre de propos pourrait-il trouver encore une résonance à l'extrême gauche et dans le mouvement antifa, mais il se

trouverait en contradiction flagrante avec une opinion populaire qui a plutôt viré du côté du Rassemblement national. Il n'est plus vrai que « toute défense ou attaque révolutionnaire partielle rejoint la lutte ouvrière ». De même, la lutte menée à l'époque contre la guerre au Vietnam, que les deux hommes privilégiaient du point de vue de sa force de déflagration, nous apparaît désormais inappropriée. Ne s'insère-t-elle pas dans la propension à suivre tout mouvement se réclamant de la Révolution, jusqu'à soutenir les pires régimes sanglants ? Mais nos deux intellectuels étaient assez lucides pour s'apercevoir de leur bévée. Sous le giscardisme, j'ai entendu des militants gauchistes se plaindre de la trahison de Deleuze, soupçonné d'être passé du côté de la réaction. Quant à Foucault, j'avais été très surpris de son mouvement de recul, lorsque j'avais évoqué son engagement contre le régime de la prison, où il avait entraîné un Jean-Marie Domenach.

Mais il est une question sur laquelle la pensée critique des années soixante-dix demeure une référence indiscutable, c'est celle de la révolution dite sexuelle. Car, si les gens de *Libération* ont franchement décidé de rompre avec leur hostilité à l'égard du capitalisme libéral, ils défendent bel et bien la ligne définie par Serge July comme « libérale-libertaire ». Et de ce point de vue, ce que Jean-Pierre Le Goff appelle le gauchisme culturel a encore de beaux jours devant lui.

La charge violente de *L'Anti-Œdipe* contre la psychanalyse freudienne n'a rien perdu de son mordant. Cette simple citation suffirait à définir son angle d'attaque : « La psychanalyse culmine dans une théorie de la culture qui reprend la vieille tâche de l'idéal ascétique, Nirvana, bouillon de culture, juger la vie, déprécier la vie, la mesurer à la mort, et n'en garder que ce que veut bien nous en laisser la mort de la mort, sublime résignation. [...] La psychanalyse devient la formation d'un nouveau type de prêtres animateurs de la mauvaise conscience : c'est d'elle qu'on est malade, mais c'est par elle aussi qu'on guérira. »

Marcuse et Reich sont préférés à Freud et à Lacan. Ce Reich « qui fut peut-être le seul à maintenir que le produit de l'analyse devait être un homme libre et joyeux, porteur de flux de vie, capable de les porter jusque dans le désert et de la décoder ». Et pourtant l'analyse elle-même est devenue suspecte, devant céder la place à une schizo-analyse qui porterait avec elle l'espoir de toutes les libérations ! Les répliques à Deleuze et Guattari n'ont pas manqué après la publication de leur ouvrage (1972). La plus complète et la plus décisive est venue, à mon sens, de Pierre Boutang dont la superbe *Apocalypse du désir*, voulue par Maurice Clavel, porte la réflexion au niveau supérieur de la métaphysique et de la théologie. Mais sur le terrain choisi par les auteurs de la provocation, il me semble que c'est Cornelius Castoriadis qui a apporté la réponse la plus adaptée. N'hésitant pas à montrer une certaine férocité, il s'insurgeait contre la destruction des conditions de socialisation de l'individu : « À moins d'ignorer intégralement ce qu'est la psyché et ce qu'est la société, il est impossible de méconnaître que l'individu social ne pousse pas comme une plante, mais est créé, fabriqué par la société, et cela toujours moyennant une rupture violente de ce qu'est l'état premier de la psyché et de ses exigences. »

Mais la déconstruction n'avait pas seulement pour cible la socialisation des individus, elle s'en prenait à l'intégrité de la personne, dont témoignait l'hostilité à l'égard du personnalisme d'un Martin Buber. Curieux destin d'une pensée née pourtant à l'école de la plus profonde culture. ■

► Gilles Deleuze, Félix Guattari, *Capitalisme et schizophrénie. L'Anti-Œdipe*, Les Éditions de Minuit.

► Pierre Boutang, *Apocalypse du désir*, Les Provinciales.

► Cornelius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, Points - Essais.



George Orwell (1903-1950). Une voix singulière pour la justice sociale et contre tous les totalitarismes.

Présence de George Orwell

La haine du politique ?

par Gérard Leclerc

La réputation littéraire de George Orwell est solidement établie, bien au-delà de son pays d'origine. On ignore généralement qu'elle est tardive dans sa vie. Il fallut attendre la publication de *La Ferme des animaux* en 1945 pour qu'il obtienne enfin un véritable succès, rendu possible par l'accueil du public américain. Pourtant, Orwell avait essuyé plusieurs refus d'éditeurs, hostiles idéologiquement ou même considérant qu'il n'était pas opportun de s'en prendre à Staline, chef d'un gouvernement allié dans la guerre qui se terminait. Même un T. S. Eliot, pourtant à mille lieues de tout progressisme, s'était montré réticent. Mais le romancier n'était disposé à aucun compromis, refusant de choisir d'autres animaux que les cochons pour représenter les bolcheviques. L'heure était à l'admiration inconditionnelle de l'Union soviétique. Orwell est vent debout contre ce qu'il considère comme de la lâcheté, même du côté de libéraux « qui craignent la liberté et des intellectuels qui veulent salir l'intellect ».

Voilà qui consonne avec l'attitude de Bernanos à la même époque, qui s'insurge contre un conformisme pro-soviétique qui touche jusqu'à notre droite libérale. Lui aussi aurait pu s'attirer l'admonestation d'un Cyril Connolly : « Regardons la Russie sans l'acrimonie du révolutionnaire déçu, nous verrons

que son despotisme est celui d'une immense classe de gestionnaires ou d'administrateurs, où, en dépit d'un dispositif policier que nous jugerions intolérable, les masses sont heureuses et bénéficient d'un grand nombre de progrès matériels. » Orwell ne mangeait pas de ce pain-là. Quelques années plus tard, 1984 allait prolonger l'analyse de *La Ferme des animaux* en l'approfondissant et en offrant à la littérature universelle un chef-d'œuvre indépasseable. Pourtant, avec la chute du mur de Berlin en 1989, la disparition du modèle soviétique aurait pu signifier l'obsolescence de l'univers totalitaire décrit par le romancier. Or il n'en est rien, et à l'heure de l'intelligence artificielle et de la Silicon Valley, on est plus que jamais tenté de revenir au Big Brother orwellien, face à un système qui tend à s'emparer de l'homme dans sa pure intériorité afin de le transformer à sa guise. La menace totalitaire n'est pas derrière nous et 1984 continue à nous éclairer sur les nouvelles formes de l'assujettissement contemporain.

Mais comment caractériser la manière Orwell qui lui vaut une telle lucidité ? Je serais tenté de recourir à l'explication d'un de ses meilleurs lecteurs, Simon Leys, tant l'auteur des *Habits neufs du président Mao* nous offre de garantie quant à la perception du phénomène totalitaire : « L'attitude

d'Orwell présente trois traits remarquables : une saisie intuitive des réalités concrètes ; une approche non doctrinaire de la politique, allant de pair avec une profonde méfiance à l'égard des intellectuels de gauche ; un sentiment de l'absolue primauté de la dimension humaine. » Son existence l'avait prémuni contre toute tentation d'ordre idéologique. Son expérience de jeunesse dans la police coloniale de Birmanie l'avait vacciné à tout jamais contre l'oppression politique. Par la suite, son enquête dans les bas-fonds de Paris et de Londres l'avait rendu proche des plus démunis, ceux qui n'ont jamais la parole et à qui il prêtait sa voix. À ce propos, le même Simon Leys remarquait qu'Orwell avait inventé le roman sans fiction : « L'imagination n'est pas seulement une fonction esthétique, mais aussi éthique. Littéralement, il faut inventer la vérité. »

Il y a ainsi toute une partie de l'œuvre à découvrir ; elle est d'ailleurs largement disponible en français, bien qu'éclipsée par les deux romans majeurs de la fin. J'ai personnellement beaucoup apprécié *Une Fille de pasteur*, œuvre que l'auteur avait pourtant reniée et qui révèle une autre part de son talent, attaché à l'Angleterre dans sa culture originale. Mais c'est l'expérience proprement politique qui requiert notre attention avec son *Hommage à la Catalogne* (1936-1937), qui rend compte de son engagement dans la guerre d'Espagne. Volontaire pour combattre le fascisme, il échappe de peu à une balle mortelle, avant d'échapper aux assassins de la police stalinienne : « Ce que j'ai vu en Espagne, et ce que j'ai vu depuis des

mécanismes internes des partis politiques de gauche m'a donné l'horreur de la politique. [...] Je suis définitivement "de gauche" mais je pense qu'un écrivain ne peut demeurer honnête que dans la mesure où il se garde de toute obédience partisane. »

Ce dégoût de la politique partisane vient à la fois de ce qu'il avait vécu, mais aussi de sa méfiance à l'égard de la captation par ce que Péguy aurait appelé le parti intellectuel : « *Les intellectuels me dépriment horriblement.* » La facilité avec laquelle ils sont tentés par le totalitarisme l'éloigne définitivement de la caste. Et son passage à Paris après la guerre n'est pas fait pour rectifier son jugement : « *Sartre est une grosse outre gonflée de vent.* » Et il a des mots aussi peu aimables à l'égard d'Emmanuel Mounier. Mais ce serait une erreur d'en rester à cette polémique dont le caractère nécessairement négatif irait à l'encontre de ce qu'il y a de positif dans la pensée de l'écrivain et paraît particulièrement utile pour envisager une véritable conduite politique. À ce sujet, il convient de se reporter aux deux essais majeurs que Jean-Claude Michéa a consacrés à Orwell.

Je crois avoir montré dans ce journal tout l'intérêt que je portais aux analyses de Jean-Claude Michéa et singulièrement à son attachement à George Orwell. Je me contenterai donc d'un simple rappel, en commençant par la notion de décence commune, « *cette civilité quotidienne des travailleurs et des humbles* ». Bien sûr, ce point de vue a été vivement attaqué par une critique prompt à débusquer dans le milieu populaire autant de vices que de vertus. Pour autant, minimiser ou ridiculiser cette civilité, c'est se condamner à une conception inhumaine et amoralisée des relations sociales. Qu'on le veuille ou pas, la question d'un progrès irréversible auquel tout serait subordonné reste d'une pressante actualité, en dépit des craintes de nature écologique. Si Michéa est si sévère à l'égard de la gauche et de l'extrême gauche actuelles, c'est en raison de leur mépris pour les valeurs ordinaires : « *Le célèbre appel de Raoul Vaneigem à "vivre sans temps mort et jouir sans entraves" a fourni la grosse artillerie capable de battre en brèche les "archaïsmes" sociaux les plus divers, c'est-à-dire en fait, tout ce qui d'une façon ou d'une autre formait un écran entre le désir de l'individu isolé et le marché unifié qui prétendait organiser la totalité de l'existence.* » Et cette organisation suppose la déconstruction de la *common decency*, devenue avec le temps, l'exercice obligé de toute pensée de gauche.

Ce n'est donc pas à la seule analyse du modèle totalitaire du XX^e siècle qu'Orwell nous convie, mais à un affrontement direct avec notre trop bel aujourd'hui. ■

► On peut trouver les œuvres majeures d'Orwell à La Pléiade ou en livre de poche collection Folio. De Simon Leys on retient *Orwell ou l'horreur de la politique*, Flammarion, coll. Champs essais ; de Jean-Claude Michéa, *Orwell, anarchiste tory*, Climats, et *Orwell éducateur*, Climats.

Présence de George Orwell

Un écrivain « très sensible à la souffrance »

Entretien avec Kévin Boucaud-Victoire.

Rédacteur en chef à *Marianne* et essayiste, Kévin Boucaud-Victoire est l'auteur d'un ouvrage intitulé *George Orwell, écrivain des gens ordinaires*, où il montre que ce dernier ne peut être cantonné à son anti-totalitarisme.

Royaliste : Quelles sont les grandes lignes politiques d'Orwell ?

Kévin Boucaud-Victoire : Le problème d'Orwell, c'est qu'il est principalement connu pour ses deux derniers romans, les seuls devenus de son vivant des *best-sellers* : *La Ferme des animaux* et *1984*. Or, les deux traitent du totalitarisme. Pourtant, en 1946, un an après la publication de *La Ferme des animaux*, Orwell explique : « *Tout ce que j'ai écrit de sérieux depuis 1936 a été écrit, directement ou indirectement, et jusque dans la moindre ligne, contre le totalitarisme et pour le socialisme démocratique au sens où je l'entends.* » Dans quel sens l'entend-il ? Il résume son socialisme à « *la propriété centralisée des moyens de production, plus la démocratie politique* ». Dans un autre texte, il détaille un peu plus : « *La "propriété collective des moyens de production" ne suffit pas à définir le socialisme. Il faut y ajouter une égalité approximative des revenus (il suffit qu'elle soit approximative), la démocratie politique et l'abolition de tout privilège héréditaire, en particulier dans le domaine de l'éducation.* » Mais pour être exhaustif, il faudrait ajouter qu'Orwell était également patriote et s'opposait au Progrès, comme idéologie, sans que cela ne contredise son socialisme, bien au contraire.

Enfin, il a une attention particulière aux « *gens ordinaires* », qu'il définit dans *Le Quai de Wigan* (1936), son essai politique le plus abouti, comme « *tous ceux qui courbent l'échine devant un patron ou frissonnent à l'idée du prochain loyer à payer* ». « *Ce qui revient à dire que le petit actionnaire doit tendre la main au manœuvre d'usine, la dactylo au mineur de fond, le maître d'école au mécano* », explique-t-il.

Comment expliquez-vous qu'Orwell soit repris à la fois par la gauche et l'extrême droite ?

Je vois deux éléments de réponse. Le premier est que la pensée d'Orwell est peu connue, il est souvent cantonné au rôle du gentil antitotalitaire. Outre le fait que ses deux livres qui se sont le mieux vendus traitent de ce sujet, l'autre raison est qu'il a été marginalisé des deux côtés de la Manche par le stalinisme. À l'après-guerre, les bolcheviks sont les alliés qui ont permis de remporter la victoire face au nazisme. Il est alors difficile de les critiquer. Heureusement, des intellectuels franco-

phones comme Simon Leys, Jean-Claude Michéa ou Jean-Jacques Rosat ont œuvré à faire découvrir le « vrai » Orwell. Mais, quoi qu'il en soit, utiliser Orwell pour dénoncer toute dérive autoritaire de l'État ou tout délire idéologique qui éloigne du réel est devenu une tarte à la crème.

L'autre élément de réponse tient à la singularité de la pensée de l'écrivain. Certes, il se plaçait clairement à gauche. « *J'appartiens à la gauche et dois travailler en son sein, quelle que soit ma haine du totalitarisme russe et de son influence délétère sur notre pays* », écrit-il à la duchesse d'Atholl. Mais il ne manque pas une occasion de dénoncer les dérives de son camp, qui a tendance à s'éloigner des classes populaires, qu'il doit défendre, ou à s'abîmer dans l'autoritarisme. Ajoutons au tableau ses penchants patriotes et son tempérament conservateur – il a pu se décrire, avec humour, comme un « *anarchiste conservateur* ».

Vous-même êtes spécialiste d'Orwell et, dans sa lignée, de Michéa. En quoi nous aident-ils à penser notre société actuelle ?

Tout d'abord, Orwell écrit à une époque où le socialisme s'éloigne des gens ordinaires pour épouser les valeurs de la classe moyenne supérieure diplômée. L'écrivain déplore même qu'« *on a parfois l'impression que les simples mots "Socialisme" et "Communisme" attirent à eux, avec une force magnétique, tous les buveurs de jus de fruits, les nudistes, les porteurs de sandales, les maniaques sexuels, les quakers,*



Kévin Boucaud-Victoire. Fin connaisseur des œuvres de George Orwell et de Jean-Claude Michéa.

MERCREDIS DE LA NAR.

les charlatans de la "Cure Naturelle", les pacifistes et les féministes d'Angleterre ». Or, comme il le souligne, « il est bien souvent difficile de croire que ce soit l'amour des hommes, et surtout l'amour de cette classe ouvrière dont il est plus éloigné que quiconque », qui poussent le militant socialiste à agir. C'est l'une des raisons qui font que les classes populaires ont tendance à boudier le socialisme, selon lui.

Une autre faiblesse, pour l'écrivain, c'est que « les mots de "progrès" et de "socialisme" so[nt] liés de manière indissoluble dans l'esprit de la plupart des gens ». Or la tendance du Progrès, c'est, selon lui « de réduire l'être humain à quelque chose qui tiendrait du cerveau enfermé dans un bocal ». Il ne refuse pas en bloc toute innovation technique, mais il estime qu'il faut se demander pour chacune d'elles si elle rend « plus humain ou moins humain ». À l'heure de ChatGPT et des IA génératives, il serait sûrement bon de le lire à ce sujet.

Dans son livre *Orwell ou l'horreur de la politique*, feu Simon Leys explique que ce dernier est innervé par son combat pour faire advenir le socialisme mais aussi par sa détestation de la politique. Est-ce là un paradoxe ?

Après la guerre d'Espagne, Orwell a en effet écrit qu'il avait « *HORREUR de la politique* ». Pour rappel, il s'engage dans le contexte de la guerre civile déclenchée par les franquistes. L'Anglais, qui rejoint le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), parti marxiste non-stalinien proche du trotskisme, entend combattre le fascisme et défendre certains idéaux anti-capitalistes. Il affirme d'ailleurs que, s'il avait pu, il aurait plutôt rejoint les anarchistes. Une fois sur place, il y voit une organisation sociale autogérée et solidaire qui lui prouve que le socialisme est possible. Mais cela ne plaît pas aux staliniens qui s'attaquent au POUM et à leurs alliés anarchistes. On comprend la déception d'Orwell !

Pourtant, son ami Cyril Connolly explique : « *Orwell était un animal politique. Il ramenait tout à la politique. [...] Il ne pouvait pas se moucher sans moraliser sur les conditions de travail dans l'industrie des mouchoirs.* » Orwell lui-même avoue que chaque fois qu'il prend la plume, c'est « *parce qu'il y a un mensonge [qu'il veut] dénoncer, un fait sur lequel [il veut] attirer l'attention, et [son] souci premier est de [se] faire entendre.* »

Alors, comment expliquer ce paradoxe apparent ? C'est simple : l'écrivain était très sensible à la souffrance et aux injustices. Il était attaché aux plaisirs simples de la vie, comme le retour du printemps ou la pêche, qui exigent un minimum de liberté. Orwell estime, à juste titre, que la politique est la seule chose permettant de défendre ce qu'il y a de non politique dans l'existence. ■

Propos recueillis par Indiana Sullivan.

Présence de George Orwell

Big Brother et les Gafam

Exploitation de données personnelles, ciblage publicitaire, revente à des tiers... Face aux Gafam, la vie privée des individus n'a jamais été aussi précaire. Voici un exemple éloquent qui redonne toute sa vigueur au *Big Brother* orwellien.

De chef (tyrannique) de l'État d'Océania dans 1984, le roman de George Orwell, *Big Brother* est aujourd'hui utilisé pour qualifier les acteurs, institutions ou pratiques qui portent atteinte aux libertés des populations et notamment à leur vie privée. Les Gafam – l'acronyme pour qualifier les géants du web, Google (Alphabet), Apple, Facebook (Meta), Amazon et Microsoft – sont une bonne (et préoccupante) illustration. Dans l'ouvrage d'Orwell, la surveillance de Big Brother s'applique en particulier par la présence de « *télécrans* » dans les domiciles des individus. Ce système de télévision diffuse en permanence les messages de propagande du Parti et permet également à la Police de la Pensée d'entendre et de voir ce que tout un chacun fait ou dit dans chaque pièce de la maison.

Des milliards à être « visibles ». – Paru en 1949, *1984* est désormais considéré comme un livre précurseur en ce qu'il anticipe les futures incursions, par les technologies, de protagonistes dangereux pour les droits et libertés des peuples. Exemple : Google qui est omniprésent dans le secteur publicitaire en ligne grâce à des plateformes comme YouTube, Search et Facebook. En captant les données des utilisateurs, ce géant du

web génère des profits. En 2020, chaque utilisateur (près de 5 milliards d'êtres humains) a rapporté environ 26 euros.

Le ciblage global et toujours plus fin des citoyens par les algorithmes publicitaires constitue aussi une menace extrêmement bien documentée. Le plus inquiétant est que les Gafam, à eux cinq, couvrent l'ensemble des pans de la vie courante, à grands coups de rachats. Rien ne leur échappe. Facebook a mis la main sur Instagram pour 1 milliard de dollars, et WhatsApp pour 19 milliards de dollars. En décembre 2021, Instagram a atteint les 2 milliards d'utilisateurs dans le monde. Concernant WhatsApp, depuis son rachat, une quinzaine de données personnelles des utilisateurs sont collectées comme le numéro de téléphone, l'adresse IP... Une bonne excuse est toujours avancée. « *Nous avons besoin de détails sur votre connexion internet pour vous envoyer des messages* », assume WhatsApp.

Des traqués permanents. – Il n'est quasiment plus possible d'être virtuellement invisible sur la Toile. Dans son essai *L'âge du capitalisme de surveillance* (1), la sociologue américaine Shoshana Zuboff décrypte cette traque perpétuelle de nos faits et gestes via de multiples objets connectés comme le smartphone, la voiture, l'enceinte connectée. Cette récolte d'informations constitue ce qu'on appelle la donnée comportementale. Qu'aime-t-on faire, comment le fait-on, avec qui, quand ? Que de questions dont les géants du web ont souvent la réponse. Cherchez à acheter une tondeuse sur le web et vous aurez de nombreuses sollicitations publicitaires sur tous les outils de jardin quelques heures plus tard. Ce nouveau pouvoir tentaculaire, la sociologue Shoshana Zuboff l'a baptisé *Big Other*, en référence évidente à *Big Brother*.

En réaction à ces menaces, des réponses juridiques ont fait leur apparition. Le règlement général sur la protection des données (RGPD), adopté en 2016 par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne, entend protéger le droit à la vie privée. Ce dernier est symbolisé pour les citoyens par le bandeau sur les sites web, qui nous demande de consentir à l'utilisation des données personnelles. Mais, précisément, sommes-nous encore en mesure de résister à cette emprise ? Le « *culte de l'urgence* » (analysé par la sociologue Nicole Aubert dans son ouvrage éponyme) semble nous pousser à céder par facilité. Nous avons tendance à cliquer sur « *Tout accepter* » lors des propositions de dépôts de *cookies* sur un site, afin d'accéder rapidement au contenu recherché. En être conscient pourrait être le premier pas vers une nécessaire forme de résistance. ■

INDIANA SULLIVAN.



(1). *L'âge du capitalisme de surveillance*, Shoshana Zuboff, éd. Zulma, 2023.



Un maquis de Haute-Savoie en août 1944. Royalistes, gaullistes et socialistes y combattirent au coude à coude.

Des royalistes contre les nazis (80)

La « divine surprise » de 1940

par François-Marín Fleutot.

Là où les résistants royalistes sont à la manœuvre, l'unité d'action prévaut avec les anciens adversaires d'hier, démocrates-chrétiens, socialistes ou communistes. Les réseaux, les maquis, les combats de la Libération verront surgir partout ces alliances improbables.

Après 70 ans de pouvoir, la III^e République conduit la France vers la débâcle, l'occupation et la soumission à l'occupant. Oh ce n'est pas la première fois de notre histoire que nous subissons pareilles avanies ! Ce n'est pas non plus la première fois qu'une partie des Français va choisir la collaboration avec l'ennemi. Mais nous n'avons plus un Charles VII (roi de France de 1422 à 1461) ni un Henri IV (roi de France de 1589 à 1610) pour maintenir le royaume et le restaurer.

Dans tous les pays occupés, des hommes et des femmes vont se lever. Certains l'ont fait par patriotisme, d'autres par idéologie, certains avec la foi du ciel et d'autres avec les envies de la terre. On est même en droit de penser que tous ceux qui faisaient, avant-guerre, profession de patriotisme se devaient d'en être. De la même manière, tous ceux qui faisaient profession d'antifascisme se devaient d'en être. Ce ne fut pas le cas ! Ainsi la Résistance ne fut-elle pas un moment purement français, mais un mouvement international.

On sait avec quel entrain nos élus, majoritairement de gauche, se donnèrent au vieux Philippe Pétain. On sait combien l'extrême droite parlementaire lui a apporté son soutien. On sait combien nos élus de la droite républicaine n'ont pas hésité longtemps. On sait combien nos radicaux, radicaux-socialistes, et autres, lui vouèrent un culte patriarcal. Évidemment le plus

puissant parti d'avant-guerre, aux ordres du Komintern, a, lui, choisi d'obéir aux ordres et de soutenir l'ignoble alliance Hitler-Staline. Et pourtant ! Et pourtant une toute petite minorité va oser s'engager contre la fatalité. C'est ainsi ! Tous ceux qui vont choisir de poursuivre le combat vont le faire en dissidence de leurs enga-

L'ancien Camelot du roi Claude Lamirault va organiser, avec l'ancien communiste Pierre Hentic, le réseau Jade-Fitzroy qui sera l'un des plus efficaces dans l'espionnage des troupes d'occupation.

gements d'avant-guerre.

En juin-juillet 1940, 90 % des Français sont derrière le Maréchal et acceptent, de fait, l'État français. Les quelques-uns qui vont oser rejoindre le général de brigade à titre temporaire pour constituer une armée seront à peine un bataillon lorsqu'ils débarqueront en Afrique en août 1940. Oui, ici, on doit mettre de côté l'épopée de la France combattante. Le Général est un militaire qui n'envisage le combat que dans ce cadre. Le 18 juin, il n'appelle pas au soulèvement mais à la reconstitution d'une armée française pour combattre avec les Alliés. Or, ce qui constitue la « divine surprise » de 1940 est l'apparition de groupes clandestins qui vont s'engager dans l'insoumission à l'ordre

nouveau. Et, paradoxe de la situation, ils vont le faire en mettant de côté leurs convictions et combattre avec leurs pires ennemis d'avant-guerre.

Les royalistes au combat, malgré Maurras. — S'il y a bien une famille politique dont l'état d'esprit aurait dû naturellement les conduire vers l'engagement, ce sont bien les patriotes monarchistes qui rejetaient la République et la jugeaient responsable du désastre. L'histoire nous dit que les principaux représentants du mouvement d'Action française se soumièrent. Charles Maurras, allant même plus loin, s'enthousiasmant pour la politique suivie, au point d'y voir une « divine surprise » en janvier 1941 et de condamner et poursuivre de sa malveillance les patriotes dissidents. Comme les autres élites intellectuelles, de gauche comme de droite, ils ont mis de côté leurs pensées d'avant le désastre pour célébrer, à l'unisson, l'union en rejetant immédiatement les « mauvais » Français (résistants, juifs, métèques, etc.).

Les monarchistes, gavés depuis 40 ans des écrits antisémites de Léon Daudet et de Charles Maurras, n'étaient certainement pas, *a priori*, les plus enclins à oublier leur haine. Et pourtant, dans la zone occupée comme dans la zone dite « libre », beaucoup vont venir en aide aux pourchassés. Saluons d'abord les catholiques, conservateurs-royalistes, de la zone occupée, ceux de Vendée et d'ailleurs. Et en particulier ceux de Chavagnes-en-Paillers qui derrière leurs maires royalistes, Tancrède puis Gilbert de Guerry, avec Hélène de Suzannet, ont accueilli et protégé des enfants juifs pendant toute la guerre (voir *Royaliste* n°s 1194 et 1195). D'anciennes familles, comme les Virieu (voir *Royaliste* n° 1227), les Lazermes (voir *Royaliste* n° 1221), les Gavelle (voir *Royaliste*



n° 1283) ne vont pas hésiter. Des Camelots du roi comme Henri d'Astier de La Vigerie, avec l'abbé Pierre-Marie Cordier (voir *Royaliste* n°s 1237 et 1250), vont organiser le débarquement anglo-américain de novembre 1942 à Alger avec le groupe juif des amis de la famille Aboulker. D'ailleurs, la communauté israélite apportera son soutien à la tentative du comte de Paris (voir *Royaliste* n°s 1238 et 1246). Le général de Monsabert (voir *Royaliste* n°s 1251, 1253) acceptera d'enrôler dans ses commandos les jeunes Juifs d'Algérie, contre l'avis de Darlan et les ordres de Giraud...

Au tout début de l'Occupation, de petits groupes vont tenter de sauver les soldats français et les Alliés des mains de la Wehrmacht. Dans cette résistance naissante il faut faire entièrement confiance à ceux qui s'engagent spontanément. Beaucoup seront arrêtés, déportés où fusillés à cause de la trahison de « compatriotes », véritables traîtres. Ainsi, dans la zone occupée, Maurice Dutheil de La Rochère (voir *Royaliste* n° 1192) n'a pas hésité à s'engager avec Boris Vildé, Anatole Lewitsky, Yvonne Odon, qui ont fait partie des groupes intellectuels antifascistes d'avant-guerre. Grâce à Germaine Tillion, du Réseau du musée de l'Homme, Dutheil va retrouver, déjà dans l'action, Jean de Launoy (voir *Royaliste* n°s 1190 et 1191), Jean-Maurin Fabre, Pierre Stumm, Henri-Clotaire Descamps, etc. Ce petit groupe est l'un des premiers à éditer un journal clandestin, *La Vérité française*. Journal qui informe sur les combats menés par l'allié anglais mais aussi, dès septembre 1940, sur de Gaulle, car Launoy et ses amis n'ont connu le Général que par des articles élogieux, sous les plumes de Daudet, Pujos et Maurras, dans *L'AF* de juin 1940.

Avec les adversaires d'hier. – À l'autre bout de la France, en Dordogne, aux environs de Sainte-Foy-la-Grande, au Fleix, dès juin-juillet 1940, dans la maison de Paul Armbruster (voir *Royaliste* n° 1200), un petit groupe de royalistes s'organise. Paul Dungler enrégimentera ses ennemis d'avant-guerre : socialistes, communistes, démocrates-chrétiens, dans sa filière de la Septième colonne d'Alsace. Louis de la Bardonnie constituera l'embryon du mouvement qui deviendra la Confrérie Notre-Dame du fameux colonel Rémy (voir *Royaliste* n° 1298). Réseau apolitique puisqu'on y retrouve des engagés de tous bords. Rémy prendra contact avec les communistes, enfin devenus résistants, et organisera les premiers contacts entre Londres et ce parti.

D'ailleurs, dès l'origine, l'envoyé de Pétain à Paris (qui sera congédié après l'arrestation du collabo Déat en décembre 1940), le général de La Laurencie (voir *Royaliste* n°s 1251, 1253), prendra langue avec les premiers groupes clandestins. Son adjoint, le royaliste Georges



Roger Massiet (commandant Dufresne). Royaliste, chef adjoint des FFI de la Seine, organisateur des combats pour la libération de Paris.

Batault, mettra en relation Claude Bourdet (ancien du gouvernement Front populaire) avec Henri Frenay, pendant que son patron reçoit Christian Pineau, de la CGT - Libération-Nord, etc. La liste de tous ces contacts clandestins entre des ennemis d'hier, amis dans la résistance, est longue. Si des royalistes acceptent de travailler avec les opposants d'hier, il faut comprendre que ceux-ci aussi vont mettre de côté leur antipathie.

On retrouve ces mêmes alliances improbables dans tous les réseaux clandestins. Autant chez ceux qui émanent du BCRA (gaulliste) du colonel Passy que dans ceux créés par l'Intelligence Service (espionnage traditionnel anglais). L'ancien chroniqueur militaire de l'AF, Hubert de Lagarde (voir *Royaliste* n°s 1254, 1255, 1257), va, dès le début de l'Occupation, créer un réseau de renseignement pour le mouvement de Pineau (Libération-Nord) puis sa propre centrale, Éleuthère, rattachée aux services secrets français. Pas plus que le colonel Rémy et la Confrérie Notre-Dame, il ne s'occupe de l'idéologie de ses affiliés. L'ancien Camelot du roi Claude Lamirault (voir *Royaliste* n°s 1196, 1197) va organiser, avec l'ancien communiste Pierre Hentic, le réseau Jade-Fitzroy qui sera l'un des plus efficaces dans l'espionnage des troupes d'occupation.

Mais, pour Churchill, avoir des renseignements ne suffit pas. Il organise un autre service clandestin sur toute l'Europe. Le Special Operations Executive (SOE) qui a pour mission de mettre le feu à l'Europe nazifiée. Un de ses meilleurs agents sera Jacques Vaillant de Guélis (voir *Royaliste* n° 1193) qui prend contact avec d'anciens de la SFIO dont Jean Pierre-Bloch. Ce dernier décrira sa rencontre avec le Camelot du roi. Mais, dans les années 60, il dénoncera l'entourage maurrassien du général de Gaulle.

L'unité française au cœur. – Si, dans la zone occupée, il semble plus naturel (mais beaucoup plus dangereux) de s'opposer à la présence quotidienne de l'occupant, jusqu'en novembre 1942 il n'y a pas l'ombre d'un Boche en zone Vichy. Et pourtant, dès la fin de 1940, apparaissent des groupes de résistants. Autour des démocrates-chrétiens, à Montpellier, vont naître les premiers Groupes francs (GF). C'est bien à l'initiative de Jacques Renouvin, le chef camelot qui a giflé Pierre-Étienne Flandin en 1938, que les braves professeurs vont accepter que se constituent des groupes d'action directe. Au départ avec Ferdinand Paloc (voir *Royaliste* n° 1272) puis avec les étudiants montpelliérains de toutes couleurs (juifs, socialistes, démocrates-chrétiens, métis), ces GF vont être le fer de lance de la contestation anti-collabos. Dans la clandestinité, autour d'Edmond Michelet (voir *Royaliste* n° 1267), on y retrouve des monarchistes (Choiseul-Praslin, voir *Royaliste* n° 1236), des socialistes et des démocrates d'avant-guerre. Oui, dans le royaume du Maréchal, sous tous ces aspects de la France, des hommes et des femmes de tous bords vont s'unir pour chasser le nazi.

Même le socialisant préfet Jean Moulin va prendre le jeune et beau royaliste Daniel Cordier (voir *Royaliste* n° 1199) comme secrétaire. C'est pareil dans les armées de la Résistance : dans l'Armée secrète (AS, gaulliste) comme dans l'Organisation de la résistance armée (ORA, armée de l'armistice), à l'état-major des Forces françaises de l'intérieur (FFI) avec Hubert de Lagarde (voir *Royaliste* n°s 1254, 1255, 1257) et Raymond Duchonchay (voir *Royaliste* n°s 1258, 1259), comme dans les maquis autour de Jean Vallette d'Osia et de bien d'autres. Mais n'est-ce pas la normalité, puisque depuis toujours l'armée enrégimente naturellement tous les Français sans s'occuper de leur appartenance idéologique.

De la même manière, on va retrouver ce *melting-pot* dans les combats de la libération. À Paris comme ailleurs, le chef des FFI de la Seine est le colonel de Margueritte (colonel Lizé) qui prend comme adjoint le royaliste Raymond Massiet-Dufresne. Ils vont organiser la résistance gaulliste et libérer la capitale avec la II^e DB.

Pourtant, la Résistance redeviendra le chaudron des rancœurs et des haines lorsque l'on réintroduira les partis et syndicats en corps constitués dans les instances dirigeantes. Mais cela est une autre histoire qui ne contredit en rien l'union des uns et des autres dans l'action clandestine. Dans ce moment historique, qui s'éloigne, oui il y a bien eu une « *divine surprise* », cette union improbable, cette alliance impensable, entre des Français patriotes pétris de leurs certitudes idéologiques. ■

Brèves royales

Focus sur les dynasties hassidiques

Apparues au milieu du XVIII^e siècle à la lisière des deux grands empires, russe et autrichien, en Galicie, Podolie, Volhynie, sur les territoires actuels de la Pologne, Biélorussie, Hongrie, Roumanie et Ukraine, les dynasties hassidiques se sont constituées autour d'un *Admor*, acronyme pour « notre maître, notre enseignant, notre rabbin », un *Rebbe* dont la succession était héréditaire, quoique pas nécessairement de primogéniture, souvent un gendre ou un neveu. Certaines « cours » sont à la huitième ou neuvième génération. L'*Admor* n'est cependant ni un roi ni un messie, mais plutôt un prince-abbé et un juge-arbitre. L'hérédité d'un pouvoir de forme théologico-monarchique était une façon d'assurer la survie de communautés menacées pendant les fréquentes guerres de limites de ces régions disputées et partagées d'Europe centrale et orientale. La Shoah aurait dû leur porter le coup de grâce. Beaucoup disparurent totalement, d'autres furent réduites à quelques centaines de personnes. Mais l'avantage de l'organisation de ces cours fut qu'il a suffi que le *Rebbe* et sa famille puissent échapper à l'Europe pour que ces groupes partis de presque zéro (sauf de Hongrie où les communautés juives se sont maintenues jusqu'en 1944) se reforment aux États-Unis et peu à peu en Israël grâce à la force d'attractivité issue de leur organisation dynastique, outre le rayonnement spirituel du hassidisme, forme de piétisme mystique opposé au littéralisme des écoles talmudiques dites lituaniennes.

Si certaines cours sont demeurées dans leur isolement du monde profane, d'autres participent à la vie politique à travers le parti religieux ashkénaze *Agoudat Israel* où ils cohabitent avec d'autres tendances ultra-orthodoxes mais non hassidiques. Anti-sioniste à sa fondation en 1912, au motif que seul Dieu pouvait déterminer le retour à Sion, ce parti, qui rejetait tout État séculier, s'est intégré, dans les premières

D.R.



Menachem Mendel Schneerson, le Rabbi des Lubavitch.

années de l'État d'Israël, au corpus politique national sans adhérer néanmoins au nationalisme conquérant représenté alors par le Parti national religieux d'où sont issues les formations de plus en plus extrémistes de ce jour. L'audience des cours hassidiques, dont une partie des membres ne vote pas ni ne travaille, se consacrant à l'étude, a ainsi reculé.

Ce recul est aussi dû aux querelles de succession qui se sont multipliées depuis la mort des grands ancêtres historiques qui avaient traversé la Shoah, disparus à un âge avancé entre 1994 et 2018, et la répartition de leurs « sujets » à peu près par moitié entre le grand New York et Jérusalem ou Bnei Brak (près de Tel Aviv). Bien que les populations concernées vivent dans une certaine pauvreté, les cours sont riches et rivalisent de bâtiments prestigieux et de fêtes somptueuses lors des mariages des princes héritiers.

Les plus fortes dynasties sont au nombre d'une dizaine. Elles se dénomment d'après leur ville d'origine en Europe centrale. Par ordre d'importance numérique, on peut citer en 1) celle de **Ger** (ou Gour), de la dynastie Alter, originaire de Pologne centrale (Lodz), influente au sein du Conseil des Sages de la Torah qui gouverne le parti Agoudat Israel ; en 2) celle de **Satmar** (ou Satu Maru, en Roumanie aujourd'hui), de la dynastie Teitelbaum, essentiellement hongroise (la Transylvanie étant partie de

la Hongrie avant 1918), antisioniste, dont le centre est à Williamsburg (Brooklyn), mais est bien présente et contestatrice dans les quartiers ultra-orthodoxes de Jérusalem, ces deux premières commandant la loyauté de plus de 150 000 personnes chacune ; en 3) les **Habad** de Biélorussie, basés à Crown Heights (Brooklyn), mieux connus comme Lubavitch depuis le choix fait par leur rabbin messianique Mendel Schneerson (1902-1994), décédé sans enfants, d'internationaliser le mouvement dirigé par un organisme central ; en 4) celle de **Belz**, de Galicie ukrainienne, de la dynastie Rokeach, qui a son siège à Jérusalem, avec plus de dix mille familles ; en 5) celle de **Vichnitz** (Bukovine), de la dynastie Hager, autre pilier du parti Agoudat Israel, a deux centres, l'un à Bnei Brak (banlieue de Tel Aviv), l'autre à Monsey (New York), partagés entre deux fils, les filles s'étant mariées dans d'autres dynasties, Skver, Belz et Satmar ; en 6) celle de **Sanz-Klagenburg** (Cluj, de Transylvanie, en Roumanie actuelle), des Halberstam de Sanz ; en 7) celle de **Bobov** (Galicie polonaise), des Halberstam de Bobov, basée à Borough Park (New York) ; en 8) celle de **Skver** (entre Ukraine et Biélorussie, issue de Tchernobyl, disparue), à New Square (New York) ; en 9) celle de **Karlin** (Biélorussie), déjà installée en Israël (Tibériade) au milieu du XIX^e siècle ; en 10) celle de Boston, de la dynastie **Horowitz**, résultant d'un transfert d'une communauté de Jérusalem à Boston au Massachusetts.

Au total, cet éclatement entre plusieurs sièges correspond à la démographie de ces cours où l'on compte par familles, chacune ayant une moyenne de six enfants (contre deux pour l'Israélien moyen). Certains *Rebbe* ont choisi leur successeur unique, parfois contesté par une « dissidence » ; d'autres au contraire ont demandé que leur héritage soit partagé entre autant de fils (ou gendres) que la cour connaît de centres, par exemple le dernier Rebbe de la cour de Boston, Levi Yitzak Horowitz (décédé en 2009), a investi trois fils, l'un pour New York, un autre pour Boston, un troisième pour Har Nof en Israël.

MARIE-JO YORK.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (30 €) ☐ SIX MOIS (45 €)

☐ UN AN (70 €) ☐ UN AN SOUTIEN (140 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

Royaliste

Directeur politique : Bertrand Renouvin

Directeur de la publication : Yvan Aumont

Rédaction-administration :

Nouvelle Action Royaliste

Lot 1674

101, rue de Sèvres, 75006 Paris

Téléphone : 01 71 06 32 91

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151-5772

Publié par la NAR

Siret : 897 894 127 00017

Édité par Spfc-Acip

Siret : 418 382 149 00015

Imprimé par Atenor

Siret : 398 678 219 00021

Dépôt légal à publication - CPPAP n° 0425 D 84



D.R.

Par Bertrand Renouvin

Nihilisme des élites, vitalité française

Noir c'est noir ; il n'y a plus d'espoir... La bonne vieille chanson de Johnny Hallyday résume le message subliminal que les dirigeants politiques et les médias ne cessent de diffuser. La guerre est notre horizon ! Le poids de la dette publique nous condamne à l'austérité ! La société française est en train de se disloquer ! Nous prenons au sérieux toutes les menaces, nous nous efforçons de présenter des solutions de court et de long terme, mais nous voyons bien que c'est une autre histoire qu'on veut nous raconter.

Ce qui s'esquisse, c'est le scénario favori des présidentiables : les membres de l'élite en compétition reconnaissent comme fait social déterminant le climat anxiogène créé par les médias d'extrême droite, la gauche radicale et les docteurs en rigorisme, puis chacun se présente comme le meilleur rempart possible contre les agressions extérieures, les dérives budgétaires, l'insécurité et l'extrême droite. Le vainqueur donne ensuite le spectacle de la résolution et s'empresse de ne pas tenir ses promesses. Il faut donc remettre « au cœur de la campagne » l'insécurité, la dette publique, la montée de l'extrême droite et la défense, en laissant de côté les enjeux de souveraineté monétaire, budgétaire, commerciale et militaire puisque les décisions se prennent à Francfort et Bruxelles, puisque Nicolas Sarkozy nous a fait revenir dans le commandement intégré de l'OTAN.

Ces campagnes répétitives confortent ou du moins préservent la gouvernance oligarchique dans ses variantes de droite et de gauche. Cette permanence dans l'inertie n'est ni l'effet d'un complot ourdi dans les salons du Grand Capital, ni une fatalité. Face au bloc oligarchique, le Rassemblement national et La France insoumise ont choisi d'abandonner les questions de souveraineté pour cultiver, chacun de son côté, un aspect de la haine identitaire. Depuis des décennies, les campagnes de presse contre les fonctionnaires, « trop nombreux », et les retraités, « trop favorisés », visent à créer la suspicion et la division au sein des classes moyennes et à obtenir un consentement tacite aux réformes des retraites et aux réductions d'effectifs dans la fonction publique. Surtout, l'oligarchie a longtemps profité des divisions syndicales pour calmer les protestations ouvrières et continue de s'appuyer sur la FNSEA pour contrôler la paysannerie.

Ces succès tactiques ne font pas oublier le scandale politique. L'oligarchie a rompu le pacte de progrès individuels et collectifs que tout pouvoir soucieux de l'intérêt général établit et tente de

maintenir avec les classes moyennes et populaires. Pour gouverner contre le peuple, il faut avoir les moyens de le terroriser, ce qui n'est pas le cas, ou il faut organiser la guerre de tous contre tous. C'est ce qui est tenté avec le concours des populismes de droite et de gauche. Or cette guerre n'a pas lieu, malgré les tentatives que je viens d'évoquer et l'individualisme ambiant.

La société française continue d'exister grâce aux innombrables citoyens qui assurent les fonctions et services publics, permettent la vie communale et les mobilisations syndicales, animent des associations et compensent les faiblesses de l'organisation collective par le bénévolat. Cette évidence souligne l'échec des opérations de délitement menées par les néolibéraux, qui s'emploient par ailleurs à dénigrer la « France paresseuse », alors qu'ils mourraient de faim sans les petites entreprises industrielles, agricoles et commerciales qu'ils sacrifient sur l'autel du libre-échange, sans les innombrables travailleurs mal payés qui assurent la maintenance de nos systèmes.

Autres faits majeurs, dont nos lecteurs sont bien informés : la vitalité intellectuelle de notre pays et la diffusion des connaissances par de nouveaux médias, hors des grandes chaînes de télévision. Comme cela s'est toujours produit à la veille de changements décisifs de son histoire, la France recèle une large opinion publique capable de se mobiliser rapidement autour de ceux qui proposeront un programme de reconstruction et de développement. Les partis qui se contentent d'explorer les impasses du libéralisme seront rapidement débordés, de même que les chefs populistes qui exploitent divers aspects du malheur français. Ceux qui peuvent nouer l'alliance entre des classes moyennes et populaires appauvries et humiliées, les enseignants et chercheurs précarisés et les serveurs de la *res publica* campent aujourd'hui sur les marges. Ils sont assez libres et souples pour saisir d'emblée le moment favorable, qui permettra de balayer les élites qui ont fait sécession depuis un quart de siècle.

Le nihilisme souvent évoqué n'est pas celui d'une société qui serait en perdition, mais la maladie mortelle des élites qui ont voulu détruire l'État et la nation et tenté méthodiquement de dévaluer toutes les valeurs par la promotion du capitalisme financier. Disqualifiés par leurs jouissances ostentatoires, leur corruption et leurs mensonges, débordés par la nouvelle logique du Capital, incapables de comprendre les enjeux géopolitiques, ils se croient encore tout-puissants. Telle sera leur ultime illusion. ■

Sommaire

Page 2 La France en salle d'attente.

Page 3 Grandes manœuvres aériennes. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 4 Éric Zemmour. Le nouvel Icare (2). – La défense au crible.

Page 5 Autogestion et économie sociale (3).

Page 6 Qui veut vraiment nationaliser Arcelor ? – Du riffifi dans les Safer. – La Quinzaine sociale.

Page 7 La logique de Nassau.

Page 8 Crise politique aux Pays-Bas.

Page 9 Voix étrangères. – Les Faits marquants.



Pages 10-11 1875 : une monarchie était possible.

Pages 12 à 14 Entretien avec le comte de Paris.

Pages 14 à 16 Les Idées et les Livres : La croix de Jean Raspail. – Talleyrand politique et diplomate. – Nouvelle : Le pays dont le roi était une reine.

Pages 17 Chronique des idées : Le moment Deleuze.

Pages 18 à 20 Hommage à George Orwell : La haine du politique ? – Entretien avec Kevin Boucaud-Victoire. – Big Brother et les Gafam.

Page 21-22 Résistance royaliste : La « divine surprise » de 1940.

Page 23 Brèves royales : Les dynasties hassidiques.

Page 24 Éditorial : Nihilisme des élites, vitalité française.